

Section IV  
Règles relatives  
au traitement des internés

CHAPITRE I  
Dispositions générales

Article 79

Les Parties au conflit ne pourront internier des personnes protégées que conformément aux dispositions des articles 41, 42, 43, 68 et 78.

Article 80

Les internés conserveront leur pleine capacité civile et exerceront les droits qui en découlent dans la mesure compatible avec leur statut d'internés.

Article 81

Les Parties au conflit qui internieront des personnes protégées seront tenues de pourvoir gratuitement à leur entretien et de leur accorder de même les soins médicaux que nécessite leur état de santé.

Aucune déduction ne sera faite sur les allocations, salaires ou créances des internés pour le remboursement de ces frais.

La Puissance détentrice devra pourvoir à l'entretien des personnes dépendant des internés, si elles sont sans moyens suffisants de subsistance ou incapables de gagner elles-mêmes leur vie.

Article 82

La Puissance détentrice groupera dans la mesure du possible les internés selon leur nationalité, leur langue et leurs coutumes. Les internés ressortissant du même pays ne seront pas séparés pour le seul fait d'une diversité de langue.

Pendant la durée de leur internement, les membres d'une même famille, et en particulier les parents et leurs enfants, seront réunis dans le même lieu d'internement, à l'exception des cas où les besoins du travail, des raisons de santé, ou l'application des dispositions prévues au chapitre IX de la présente Section rendraient nécessaire une séparation temporaire. Les internés pourront demander que leurs enfants, laissés en liberté sans surveillance de parents, soient internés avec eux.

Dans toute la mesure du possible, les membres internés de la même famille seront réunis dans les mêmes locaux et seront logés séparément des autres internés; il devra également leur être accordé les facilités nécessaires pour mener une vie de famille.

CHAPITRE II  
Lieux d'internement

Article 83

La Puissance détentrice ne pourra placer les lieux d'internement dans des régions particulièrement exposées aux dangers de la guerre.

Section IV  
Regulations for  
the Treatment of Internees

CHAPTER I  
General Provisions

Article 79

The Parties to the conflict shall not intern protected persons, except in accordance with the provisions of Articles 41, 42, 43, 68 and 78.

Article 80

Internees shall retain their full civil capacity and shall exercise such attendant rights as may be compatible with their status.

Article 81

Parties to the conflict who intern protected persons shall be bound to provide free of charge for their maintenance, and to grant them also the medical attention required by their state of health.

No deduction from the allowances, salaries or credits due to the internees shall be made for the repayment of these costs.

The Detaining Power shall provide for the support of those dependent on the internees, if such dependents are without adequate means of support or are unable to earn a living.

Article 82

The Detaining Power shall, as far as possible, accommodate the internees according to their nationality, language and customs. Internees who are nationals of the same country shall not be separated merely because they have different languages.

Throughout the duration of their internment, members of the same family, and in particular parents and children, shall be lodged together in the same place of internment, except when separation of a temporary nature is necessitated for reasons of employment or health or for the purposes of enforcement of the provisions of Chapter IX of the present Section. Internees may request that their children who are left at liberty without parental care shall be interned with them.

Wherever possible, interned members of the same family shall be housed in the same premises and given separate accommodation from other internees, together with facilities for leading a proper family life.

CHAPTER II  
Places of Internment

Article 83

The Detaining Power shall not set up places of internment in areas particularly exposed to the dangers of war.

Abschnitt IV  
Bestimmungen über  
die Behandlung von Internierten

KAPITEL I  
Allgemeine Bestimmungen

Artikel 79

Die am Konflikt beteiligten Parteien internieren geschützte Personen nur gemäß den Bestimmungen der Artikel 41, 42, 43, 68 und 78.

Artikel 80

Die Internierten behalten ihre volle zivile Rechtspersönlichkeit und üben die ihnen daraus erwachsenden Rechte in dem mit ihrer Rechtsstellung als Internierte zu vereinbarenden Ausmaß aus.

Artikel 81

Die am Konflikt beteiligten Parteien, die geschützte Personen internieren, sind gehalten, unentgeltlich für ihren Unterhalt aufzukommen und ihnen ebenfalls die ärztliche Pflege angedeihen zu lassen, die ihr Gesundheitszustand erfordert.

Von den Bezügen, Entlohnungen und Guthaben der Internierten darf zur Begleichung dieser Kosten keinerlei Abzug gemacht werden.

Der Gewahrsamsstaat kommt für den Unterhalt der von den Internierten abhängigen Personen auf, wenn sie ohne ausreichende Unterhaltsmittel und unfähig sind, ihren Lebensunterhalt selbst zu verdienen.

Artikel 82

Der Gewahrsamsstaat teilt die Internierten im Rahmen des Möglichen nach ihrer Nationalität, ihrer Sprache und ihren Gebräuchen ein. Die Internierten, die Angehörige desselben Landes sind, dürfen nicht lediglich wegen der Verschiedenheit ihrer Sprache getrennt werden.

Während der ganzen Dauer ihrer Internierung werden die Mitglieder derselben Familie und namentlich die Eltern und ihre Kinder am gleichen Internierungsort vereinigt, mit Ausnahme jener Fälle, wo die Erfordernisse der Arbeit, Gesundheitsgründe oder die Anwendung der im Kapitel IX dieses Abschnitts vorgesehenen Bestimmungen eine vorübergehende Trennung notwendig machen. Die Internierten können verlangen, daß ihre in Freiheit gelassenen Kinder, die der elterlichen Überwachung ermangeln, mit ihnen interniert werden.

Wo immer möglich, werden die internierten Mitglieder derselben Familie in den gleichen Räumen zusammen und von den übrigen Internierten getrennt untergebracht; die notwendigen Erleichterungen zur Führung eines Familienlebens werden ihnen gewährt.

KAPITEL II  
Internierungsorte

Artikel 83

Der Gewahrsamsstaat darf die Internierungsorte nicht in Gegenden anlegen, die den Kriegsgefahren besonders ausgesetzt sind.

La Puissance détentrice communiquera, par l'entremise des Puissances protectrices, aux Puissances ennemies toutes indications utiles sur la situation géographique des lieux d'internement.

Chaque fois que les considérations militaires le permettront, les camps d'internement seront signalés par les lettres IC placées de manière à être vues de jour distinctement du haut des airs; toutefois, les Puissances intéressées pourront convenir d'un autre moyen de signalisation. Aucun autre emplacement qu'un camp d'internement ne pourra être signalisé de cette manière.

#### Article 84

Les internés devront être logés et administrés séparément des prisonniers de guerre et des personnes privées de liberté pour toute autre raison.

#### Article 85

La Puissance détentrice a le devoir de prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour que les personnes protégées soient, dès le début de leur internement, logées dans des bâtiments ou cantonnements donnant toutes garanties d'hygiène et de salubrité et assurant une protection efficace contre la rigueur du climat et les effets de la guerre. En aucun cas, les lieux d'internement permanent ne seront situés dans des régions malsaines ou dont le climat serait pernicieux pour les internés. Dans tous les cas où elles seraient temporairement internées dans une région malsaine, ou dont le climat serait pernicieux pour la santé, les personnes protégées devront être transférées aussi rapidement que les circonstances le permettront dans un lieu d'internement où ces risques ne seront pas à craindre.

Les locaux devront être entièrement à l'abri de l'humidité, suffisamment chauffés et éclairés, notamment entre la tombée de la nuit et l'extinction des feux. Les lieux de couchage devront être suffisamment spacieux et bien aérés, les internés disposeront d'un matériel de couchage convenable et de couvertures en nombre suffisant, compte tenu du climat et de l'âge, du sexe et de l'état de santé des internés.

Les internés disposeront jour et nuit d'installations sanitaires conformes aux exigences de l'hygiène et maintenues en état constant de propreté. Il leur sera fourni une quantité d'eau et de savon suffisante pour leurs soins quotidiens de propreté corporelle et le blanchissage de leur linge; les installations et les facilités nécessaires leur seront accordées à cet effet. Ils disposeront, en outre, d'installations de douches ou de bains. Le temps nécessaire sera accordé pour leurs soins d'hygiène et les travaux de nettoyage.

Chaque fois qu'il sera nécessaire, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, de loger des femmes inter-

The Detaining Power shall give the enemy Powers, through the intermediary of the Protecting Powers, all useful information regarding the geographical location of places of internment.

Whenever military considerations permit, internment camps shall be indicated by the letters IC, placed so as to be clearly visible in the daytime from the air. The Powers concerned may, however, agree upon any other system of marking. No place other than an internment camp shall be marked as such.

#### Article 84

Internees shall be accommodated and administered separately from prisoners of war and from persons deprived of liberty for any other reason.

#### Article 85

The Detaining Power is bound to take all necessary and possible measures to ensure that protected persons shall, from the outset of their internment, be accommodated in buildings or quarters which afford every possible safeguard as regards hygiene and health, and provide efficient protection against the rigours of the climate and the effects of the war. In no case shall permanent places of internment be situated in unhealthy areas, or in districts the climate of which is injurious to the internees. In all cases where the district in which a protected person is temporarily interned is in an unhealthy area or has a climate which is harmful to his health, he shall be removed to a more suitable place of internment as rapidly as circumstances permit.

The premises shall be fully protected from dampness, adequately heated and lighted, in particular between dusk and lights out. The sleeping quarters shall be sufficiently spacious and well ventilated, and the internees shall have suitable bedding and sufficient blankets, account being taken of the climate, and the age, sex, and state of health of the internees.

Internees shall have for their use, day and night, sanitary conveniences which conform to the rules of hygiene and are constantly maintained in a state of cleanliness. They shall be provided with sufficient water and soap for their daily personal toilet and for washing their personal laundry; installations and facilities necessary for this purpose shall be granted to them. Showers or baths shall also be available. The necessary time shall be set aside for washing and for cleaning.

Whenever it is necessary, as an exceptional and temporary measure, to accommodate women internees who

Der Gewahrsamsstaat macht durch Vermittlung der Schutzmächte den feindlichen Mächten alle zweckdienlichen Angaben über die geographische Lage der Internierungsorte.

Soweit die militärischen Erwägungen es erlauben, werden die Internierungslager so mit den Buchstaben IC gekennzeichnet, daß sie tagsüber aus der Luft deutlich erkennbar sind; es ist den betreffenden Mächten jedoch unbenommen, sich über ein anderes Mittel zur Kennzeichnung zu einigen. Keine andere Ortlichkeit darf auf die gleiche Weise wie ein Internierungslager gekennzeichnet werden.

#### Artikel 84

Internierte werden getrennt von Kriegsgefangenen und von aus irgendeinem anderen Grund der Freiheit beraubten Personen untergebracht und betreut.

#### Artikel 85

Der Gewahrsamsstaat ist verpflichtet, alle notwendigen und ihm möglichen Maßnahmen zu ergreifen, damit die geschützten Personen vom Beginn ihrer Internierung an in Gebäuden und Unterkünften untergebracht werden, die jegliche Gewähr in bezug auf Hygiene und Sauberkeit sowie wirksamen Schutz vor den Unbilden der Witterung und den Folgen des Krieges bieten. Auf keinen Fall dürfen ständige Internierungsorte in Gegenden angelegt werden, die ungesund sind oder deren Klima für die Internierten abträglich sein könnte. In allen Fällen, in denen sie vorübergehend in einer Gegend interniert werden, die ungesund ist oder deren Klima ihrer Gesundheit abträglich sein könnte, werden die geschützten Personen, so schnell wie es die Umstände erlauben, an einen zuträglichen Internierungsort verbracht.

Die Räume müssen vollkommen vor Feuchtigkeit geschützt und, namentlich zwischen dem Einbruch der Dunkelheit und dem Beginn der Nachtruhe, genügend geheizt und beleuchtet sein. Die Schlafräume müssen ausreichend geräumig und gut gelüftet sein; den Internierten sind passendes Bettzeug und Decken in genügender Zahl zu stellen, wobei der Witterung und dem Alter, dem Geschlecht und dem Gesundheitszustand der Internierten Rechnung zu tragen ist.

Den Internierten stehen Tag und Nacht sanitäre Einrichtungen zur Verfügung, die den Erfordernissen der Hygiene entsprechen und dauernd sauber gehalten werden. Wasser und Seife für ihre tägliche Körperpflege und die Reinigung ihrer Wäsche werden ihnen in genügender Menge geliefert; die hierfür notwendigen Einrichtungen und Erleichterungen werden ihnen gewährt. Außerdem müssen ihnen Brausen und Badeeinrichtungen zur Verfügung stehen. Für ihre Körperpflege und die Reinigungsarbeiten ist ihnen die nötige Zeit einzuräumen.

Wenn immer es nötig ist, ausnahmsweise und vorübergehend internierte Frauen, die nicht einer Familiengruppe

nées n'appartenant pas à un groupe familial dans le même lieu d'internement que les hommes, il devra leur être obligatoirement fourni des lieux de couchage et des installations sanitaires séparés.

#### Article 86

La Puissance détentrice mettra à la disposition des internés, quelle que soit leur confession, des locaux appropriés pour l'exercice de leurs cultes.

#### Article 87

A moins que les internés ne puissent disposer d'autres facilités analogues, des cantines seront installées dans tous les lieux d'internement, afin qu'ils aient la possibilité de se procurer, à des prix qui ne devront en aucun cas dépasser ceux du commerce local, des denrées alimentaires et des objets usuels, y compris du savon et du tabac, qui sont de nature à accroître leur bien-être et leur confort personnels.

Les bénéfices des cantines seront versés au crédit d'un fonds spécial d'assistance qui sera créé dans chaque lieu d'internement et administré au profit des internés du lieu d'internement intéressé. Le comité d'internés, prévu à l'article 102, aura un droit de regard sur l'administration des cantines et sur la gestion de ce fonds.

Lors de la dissolution d'un lieu d'internement, le solde créditeur du fonds d'assistance sera transféré au fonds d'assistance d'un autre lieu d'internement pour internés de la même nationalité ou, si un tel lieu n'existe pas, à un fonds central d'assistance qui sera administré au bénéfice de tous les internés qui restent au pouvoir de la Puissance détentrice. En cas de libération générale, ces bénéfices seront conservés par la Puissance détentrice, sauf accord contraire conclu entre les Puissances intéressées.

#### Article 88

Dans tous les lieux d'internement exposés aux bombardements aériens et autres dangers de guerre, seront installés des abris appropriés et en nombre suffisant pour assurer la protection nécessaire. En cas d'alerte, les internés pourront s'y rendre le plus rapidement possible, à l'exception de ceux d'entre eux qui participeraient à la protection de leurs cantonnements contre ces dangers. Toute mesure de protection qui sera prise en faveur de la population leur sera également appliquée.

Les précautions suffisantes devront être prises dans les lieux d'internement contre les dangers d'incendie.

### CHAPITRE III

#### Alimentation et habillement

#### Article 89

La ration alimentaire quotidienne des internés sera suffisante en quantité, qualité et variété, pour leur assurer

are not members of a family unit in the same place of internment as men, the provision of separate sleeping etc., ainsi que les objets de valeur the use of such women internees shall be obligatory.

#### Article 86

The Detaining Power shall place at the disposal of interned persons, of whatever denomination, premises suitable for the holding of their religious services.

#### Article 87

Canteens shall be installed in every place of internment, except where other suitable facilities are available. Their purpose shall be to enable internees to make purchases, at prices not higher than local market prices, of foodstuffs and articles of everyday use, including soap and tobacco, such as would increase their personal well-being and comfort.

Profits made by canteens shall be credited to a welfare fund to be set up for each place of internment, and administered for the benefit of the internees attached to such place of internment. The Internee Committee provided for in Article 102 shall have the right to check the management of the canteen and of the said fund.

When a place of internment is closed down, the balance of the welfare fund shall be transferred to the welfare fund of a place of internment for internees of the same nationality, or, if such a place does not exist, to a central welfare fund which shall be administered for the benefit of all internees remaining in the custody of the Detaining Power. In case of a general release, the said profits shall be kept by the Detaining Power, subject to any agreement to the contrary between the Powers concerned.

#### Article 88

In all places of internment exposed to air raids and other hazards of war, shelters adequate in number and structure to ensure the necessary protection shall be installed. In case of alarms, the internees shall be free to enter such shelters as quickly as possible, excepting those who remain for the protection of their quarters against the aforesaid hazards. Any protective measures taken in favour of the population shall also apply to them.

All due precautions must be taken in places of internment against the danger of fire.

### CHAPTER III

#### Food and Clothing

#### Article 89

Daily food rations for internees shall be sufficient in quantity, quality and variety to keep internees in a good

angehören, zusammen mit Männern am gleichen Internierungsort unterzubringen, müssen sie unbedingt über getrennte Schlafräume und sanitäre Einrichtungen verfügen.

#### Artikel 86

Der Gewahrsamsstaat stellt den Internierten jeglichen Bekenntnisses passende Räume zur Abhaltung ihrer Gottesdienste zur Verfügung.

#### Artikel 87

Sofern die Internierten nicht über ähnliche andere Erleichterungen verfügen, werden an allen Internierungsstellen Kantinen eingerichtet, damit die Internierten in der Lage sind, sich zu Preisen, die keinesfalls jene des lokalen Handels übersteigen dürfen, Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände, einschließlich Seife und Tabak, zu beschaffen, die dazu beitragen, ihr Wohlbefinden und ihre persönliche Annehmlichkeit zu steigern.

Überschüsse der Kantinen werden auf einen besonderen Unterstützungsfonds überwiesen, der an jedem Internierungsort eingerichtet und zum Nutzen der Internierten des betreffenden Internierungsortes verwaltet wird. Der in Artikel 102 vorgesehene Internierenausschuß hat das Recht auf Einblick in die Verwaltung der Kantine und dieses Fonds.

Wird ein Internierungsort aufgelöst, so wird der Guthaben-Saldo des Unterstützungsfonds auf den Unterstützungsfonds eines anderen Internierungsortes für Internierte der gleichen Nationalität oder, wenn ein solcher nicht besteht, auf einen zentralen Unterstützungsfonds überschrieben, der zum Nutzen aller in der Hand des Gewahrsamsstaates verbleibenden Internierten verwaltet wird. Im Falle allgemeiner Freilassung werden diese Überschüsse vom Gewahrsamsstaat erhalten, sofern nicht eine Übereinkunft zwischen den betreffenden Mächten etwas anderes vorsieht.

#### Artikel 88

In allen Internierungsstellen, die Luftangriffen und anderen Kriegsgefahren ausgesetzt sind, werden passende Schutzräume in genügender Zahl eingerichtet, um den notwendigen Schutz zu gewährleisten. Im Falle eines Alarms dürfen sich die Internierten so schnell wie möglich dorthin begeben, mit Ausnahme derjenigen unter ihnen, die am Schutze ihrer eigenen Unterkünfte gegen diese Gefahren teilnehmen. Jede zu Gunsten der Bevölkerung ergriffene Schutzmaßnahme kommt auch ihnen zugute.

In den Internierungsstellen werden ausreichende Vorsichtsmaßnahmen gegen Feuergefahr getroffen.

### KAPITEL III

#### Ernährung und Bekleidung

#### Artikel 89

Die tägliche Lebensmittelzuteilung an die Internierten muß in bezug auf Menge, Güte und Abwechslung aus-

un équilibre normal de santé et pour empêcher les troubles de carence; il sera tenu compte également du régime auquel les internés sont habitués.

Les internés recevront, en outre, les moyens d'accommoder eux-mêmes les suppléments de nourriture dont ils disposeraient.

De l'eau potable en suffisance leur sera fournie. L'usage du tabac sera autorisé.

Les travailleurs recevront un supplément de nourriture proportionné à la nature du travail qu'ils effectuent.

Les femmes enceintes et en couches, et les enfants âgés de moins de quinze ans, recevront des suppléments de nourriture proportionnés à leurs besoins physiologiques.

#### Article 90

Toutes facilités seront accordées aux internés pour se munir de vêtements, de chaussures et de linge de rechange, au moment de leur arrestation et pour s'en procurer ultérieurement, si besoin est. Si les internés ne possèdent pas de vêtements suffisants pour le climat, et qu'ils ne peuvent s'en procurer, la Puissance détentrice leur en fournira gratuitement.

Les vêtements que la Puissance détentrice fournirait aux internés et les marques extérieures qu'elle pourrait apposer sur leurs vêtements, ne devront ni avoir un caractère infamant ni prêter au ridicule.

Les travailleurs devront recevoir une tenue de travail, y compris les vêtements de protection appropriés, partout où la nature du travail l'exigera.

#### CHAPITRE IV

##### Hygiène et soins médicaux

#### Article 91

Chaque lieu d'internement possédera une infirmerie adéquate, placée sous l'autorité d'un médecin qualifié, où les internés recevront les soins dont ils pourront avoir besoin ainsi qu'un régime alimentaire approprié. Des locaux d'isolement seront réservés aux malades atteints d'affections contagieuses ou mentales.

Les femmes en couches et les internés atteints d'une maladie grave, ou dont l'état nécessite un traitement spécial, une intervention chirurgicale ou l'hospitalisation, devront être admis dans tout établissement qualifié pour les traiter et y recevront des soins qui ne devront pas être inférieurs à ceux qui sont donnés à l'ensemble de la population.

Les internés seront traités de préférence par un personnel médical de leur nationalité.

Les internés ne pourront pas être empêchés de se présenter aux autorités médicales pour être examinés. Les autorités médicales de la Puissance détentrice remettront, sur demande, à tout interné traité une déclaration officielle

state of health and prevent the development of nutritional deficiencies. Account shall also be taken of the customary diet of the internees.

Internees shall also be given the means by which they can prepare for themselves any additional food in their possession.

Sufficient drinking water shall be supplied to internees. The use of tobacco shall be permitted.

Internees who work shall receive additional rations in proportion to the kind of labour which they perform.

Expectant and nursing mothers and children under fifteen years of age shall be given additional food, in proportion to their physiological needs.

#### Article 90

When taken into custody, internees shall be given all facilities to provide themselves with the necessary clothing, footwear and change of underwear, and later on, to procure further supplies if required. Should any internees not have sufficient clothing, account being taken of the climate, and be unable to procure any, it shall be provided free of charge to them by the Detaining Power.

The clothing supplied by the Detaining Power to internees and the outward markings placed on their own clothes shall not be ignominious nor expose them to ridicule.

Workers shall receive suitable working outfits, including protective clothing, whenever the nature of their work so requires.

#### CHAPTER IV

##### Hygiene and Medical Attention

#### Article 91

Every place of internment shall have an adequate infirmary, under the direction of a qualified doctor, where internees may have the attention they require, as well as an appropriate diet. Isolation wards shall be set aside for cases of contagious or mental diseases.

Maternity cases and internees suffering from serious diseases, or whose condition requires special treatment, a surgical operation or hospital care, must be admitted to any institution where adequate treatment can be given and shall receive care not inferior to that provided for the general population.

Internees shall, for preference, have the attention of medical personnel of their own nationality.

Internees may not be prevented from presenting themselves to the medical authorities for examination. The medical authorities of the Detaining Power shall, upon request, issue to every internee who has undergone

reichend sein, um einen normalen Gesundheitszustand zu gewährleisten und Mangelerscheinungen zu verhindern; den Ernährungsgewohnheiten der Internierten wird ebenfalls Rechnung getragen.

Überdies wird den Internierten die Möglichkeit zur Zubereitung der Ergänzungsnahrung gegeben, über die sie etwa verfügen.

Trinkwasser wird ihnen in genügender Menge geliefert. Tabakgenuß ist gestattet.

Arbeitende Internierte erhalten eine der Natur ihrer Arbeit entsprechende Zusatzverpflegung.

Schwangere Frauen und Wöchnerinnen sowie Kinder unter 15 Jahren erhalten eine ihren physiologischen Bedürfnissen entsprechende Zusatzverpflegung.

#### Artikel 90

Den Internierten werden bei ihrer Festnahme alle Erleichterungen gewährt, damit sie sich mit Kleidung, Schuhen und Leibwäsche ausstatten und auch späterhin nach Bedarf damit eindecken können. Besitzen die Internierten nicht genügend der Witterung angepaßte Kleidung und können sie sich solche auch nicht beschaffen, so wird sie ihnen vom Gewahrsamsstaat unentgeltlich geliefert.

Die den Internierten vom Gewahrsamsstaat gelieferte Kleidung und die darauf etwa angebrachten äußeren Kennzeichen dürfen nicht so beschaffen sein, daß sie die Internierten entehren oder der Lächerlichkeit preisgeben.

Die arbeitenden Internierten erhalten Arbeitskleidung, einschließlich geeigneter Schutzkleidung, wo immer die Art ihrer Arbeit dies erfordert.

#### KAPITEL IV

##### Gesundheitspflege und ärztliche Betreuung

#### Artikel 91

Jeder Internierungsort weist einen geeigneten unter der Leitung eines befähigten Arztes stehenden Krankenraum auf, wo die Internierten die Pflege mit entsprechender Diät erhalten können, deren sie bedürfen. Für die von ansteckenden oder Geisteskrankheiten befallenen Kranken werden Absonderungsräume bereitgestellt.

Schwangere Frauen sowie Internierte, die von einer schweren Krankheit befallen sind oder deren Zustand eine besondere Behandlung, einen chirurgischen Eingriff oder Krankenhauspflege nötig macht, werden in jedem für ihre Behandlung geeigneten Krankenhaus zugelassen; sie erhalten dort keine schlechtere Pflege als die Bevölkerung im allgemeinen.

Die Internierten werden vorzugsweise durch ärztliches Personal ihrer eigenen Nationalität behandelt.

Die Internierten dürfen nicht daran gehindert werden, sich den ärztlichen Behörden zur Untersuchung zu stellen. Die ärztlichen Behörden des Gewahrsamsstaates händigen auf Ersuchen jedem behandelten Internierten eine

indiquant la nature de sa maladie ou de ses blessures, la durée du traitement et les soins reçus. Un duplicata de cette déclaration sera envoyé à l'Agence centrale prévue à l'article 140.

Le traitement, ainsi que la fourniture de tout appareil nécessaire au maintien des internés en bon état de santé, notamment des prothèses, dentaires ou autres, et des lunettes, seront accordés gratuitement à l'interné.

#### Article 92

Des inspections médicales des internés seront faites au moins une fois par mois. Elles auront pour objet, en particulier, de contrôler l'état général de santé et de nutrition et l'état de propreté, ainsi que de dépister les maladies contagieuses, notamment la tuberculose, les affections vénériennes et le paludisme. Elles comporteront notamment le contrôle du poids de chaque interné et, au moins une fois par an, un examen radioscopique.

### CHAPITRE V

#### Religion, activités intellectuelles et physiques

##### Article 93

Toute latitude sera laissée aux internés pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à condition qu'ils se conforment aux mesures de discipline courante, prescrites par les autorités détentrices.

Les internés qui sont ministres d'un culte, seront autorisés à exercer pleinement leur ministère parmi leurs coreligionnaires. A cet effet, la Puissance détentriche veillera à ce qu'ils soient répartis d'une manière équitable entre les différents lieux d'internement où se trouvent les internés parlant la même langue et appartenant à la même religion. S'ils ne sont pas en nombre suffisant, elle leur accordera les facilités nécessaires, entre autres des moyens de transport, pour se rendre d'un lieu d'internement à l'autre et ils seront autorisés à visiter les internés qui se trouvent dans des hôpitaux. Les ministres d'un culte jouiront, pour les actes de leur ministère, de la liberté de correspondance avec les autorités religieuses du pays de détention et, dans la mesure du possible, avec les organisations religieuses internationales de leur confession. Cette correspondance ne sera pas considérée comme faisant partie du contingent mentionné à l'article 107, mais sera soumise aux dispositions de l'article 112.

Lorsque des internés ne disposent pas du secours de ministres de leur culte ou que ces derniers sont en nombre insuffisant, l'autorité religieuse locale de la même confession pourra désigner, d'accord avec la Puissance détentriche, un ministre du même culte que celui des internés, ou bien, dans le cas où cela est possible du point de vue confessionnel, un ministre d'un culte similaire ou un laïque qualifié. Ce dernier jouira des avantages attachés à la fonction qu'il a assumée.

treatment an official certificate showing the nature of his illness or injury, and the duration and nature of the treatment given. A duplicate of this certificate shall be forwarded to the Central Agency provided for in Article 140.

Treatment, including the provision of any apparatus necessary for the maintenance of internees in good health, particularly dentures and other artificial appliances and spectacles, shall be free of charge to the internee.

#### Article 92

Medical inspections of internees shall be made at least once a month. Their purpose shall be, in particular, to supervise the general state of health, nutrition and cleanliness of internees, and to detect contagious diseases, especially tuberculosis, malaria, and venereal diseases. Such inspections shall include, in particular, the checking of weight of each internee and, at least once a year, radioscopic examination.

### CHAPTER V

#### Religious, Intellectual and Physical Activities

##### Article 93

Internees shall enjoy complete latitude in the exercise of their religious duties, including attendance at the services of their faith, on condition that they comply with the disciplinary routine prescribed by the detaining authorities.

Ministers of religion who are interned shall be allowed to minister freely to the members of their community. For this purpose, the Detaining Power shall ensure their equitable allocation amongst the various places of internment in which there are internees speaking the same language and belonging to the same religion. Should such ministers be too few in number, the Detaining Power shall provide them with the necessary facilities, including means of transport, for moving from one place to another, and they shall be authorised to visit any internees who are in hospital. Ministers of religion shall be at liberty to correspond on matters concerning their ministry with the religious authorities in the country of detention and, as far as possible, with the international religious organisations of their faith. Such correspondence shall not be considered as forming a part of the quota mentioned in Article 107. It shall, however, be subject to the provisions of Article 112.

When internees do not have at their disposal the assistance of ministers of their faith, or should these latter be too few in number, the local religious authorities of the same faith may appoint in agreement with the Detaining Power, a minister of the internees' faith or, if such a course is feasible from a denominational point of view, a minister of similar religion or a qualified layman. The latter shall enjoy the facilities granted to the ministry he has assumed. Persons so appointed shall

amtliche Bescheinigung aus, die die Art seiner Krankheit oder seiner Verletzungen, die Dauer der Behandlung und die erhaltene Pflege bezeichnet. Ein Doppel dieser Bescheinigung ist der in Artikel 140 vorgesehenen Zentralstelle zu übermitteln.

Die Behandlung sowie die Lieferung aller für die Aufrechterhaltung eines guten Gesundheitszustandes der Internierten benötigten Geräte, insbesondere künstlicher Zähne und anderer Prothesen sowie Brillen, werden den Internierten unentgeltlich gewährt.

#### Artikel 92

Mindestens einmal monatlich werden die Internierten ärztlich untersucht. Diese Untersuchung dient der Kontrolle des allgemeinen Gesundheits-, Ernährungs- und Sauberkeitszustands sowie der Aufdeckung von ansteckenden Krankheiten, namentlich von Tuberkulose, Geschlechtskrankheiten und Malaria. Sie umfaßt insbesondere auch die Kontrolle des Gewichts jedes Internierten und mindestens einmal jährlich eine Durchleuchtung.

### KAPITEL V

#### Religion, geistige und körperliche Betätigung

##### Artikel 93

Den Internierten wird in der Ausübung ihrer Religion, unter Einschluß der Teilnahme an Gottesdiensten ihres Glaubensbekenntnisses, volle Freiheit gewährt, vorausgesetzt, daß sie die Ordnungsvorschriften der Gewahrsamsbehörden befolgen.

Den internierten Geistlichen ist es gestattet, ihr Amt unter ihren Glaubensgenossen uneingeschränkt auszuüben. Zu diesem Zwecke wacht der Gewahrsamsstaat darüber, daß sie gleichmäßig auf die verschiedenen Internierungsorte verteilt werden, wo sich die gleiche Sprache sprechende und dem gleichen Bekenntnis angehörende Internierte aufhalten. Sind nicht genügend Geistliche vorhanden, so werden ihnen die notwendigen Erleichterungen, unter anderem die Benutzung von Beförderungsmitteln gewährt, um sich von einem Internierungsort zum anderen zu begeben; sie werden ermächtigt, die in Krankenhäusern befindlichen Internierten zu besuchen. Die Geistlichen genießen zur Ausübung ihres Amtes volle Freiheit im Schriftwechsel mit den religiösen Behörden des Gewahrsamsstaates und, soweit möglich, mit den internationalen religiösen Organisationen ihres Glaubensbekenntnisses. Dieser Schriftwechsel fällt nicht unter das in Artikel 107 erwähnte Kontingent, unterliegt jedoch den Bestimmungen des Artikels 112.

Sofern Internierte nicht über den Beistand von Geistlichen ihres Glaubensbekenntnisses verfügen oder deren Zahl nicht genügend ist, können die örtlichen Kirchenbehörden desselben Bekenntnisses im Einverständnis mit dem Gewahrsamsstaat einen Geistlichen des Bekenntnisses der betreffenden Internierten oder, wenn dies vom konfessionellen Gesichtspunkt aus möglich ist, einen Geistlichen eines ähnlichen Glaubensbekenntnisses oder einen befähigten Laien namhaft machen.

Les personnes ainsi désignées devront se conformer à tous les règlements établis par la Puissance détentrice, dans l'intérêt de la discipline et de la sécurité.

Article 94

La Puissance détentrice encouragera les activités intellectuelles, éducatives, récréatives et sportives des internés, tout en les laissant libres d'y participer ou non. Elle prendra toutes les mesures possibles pour en assurer l'exercice et mettra en particulier à leur disposition des locaux adéquats.

Toutes les facilités possibles seront accordées aux internés afin de leur permettre de poursuivre leurs études ou d'en entreprendre de nouvelles. L'instruction des enfants et des adolescents sera assurée; ils pourront fréquenter des écoles soit à l'intérieur soit à l'extérieur des lieux d'internement.

Les internés devront avoir la possibilité de se livrer à des exercices physiques, de participer à des sports et à des jeux en plein air. Des espaces libres suffisants seront réservés à cet usage dans tous les lieux d'internement. Des emplacements spéciaux seront réservés aux enfants et aux adolescents.

Article 95

La Puissance détentrice ne pourra employer des internés comme travailleurs que s'ils le désirent. Sont en tout cas interdits: l'emploi qui, imposé à une personne protégée non internée, constituerait une infraction aux articles 40 ou 51 de la présente Convention, ainsi que l'emploi à des travaux d'un caractère dégradant ou humiliant.

Après une période de travail de six semaines, les internés pourront renoncer à travailler à tout moment moyennant un préavis de huit jours.

Ces dispositions ne font pas obstacle au droit de la Puissance détentrice d'astreindre les internés médecins, dentistes ou autres membres du personnel sanitaire à l'exercice de leur profession au bénéfice de leurs co-internés; d'employer des internés à des travaux d'administration et d'entretien du lieu d'internement; de charger ces personnes de travaux de cuisine ou d'autres travaux ménagers; enfin de les employer à des travaux destinés à protéger les internés contre les bombardements aériens, ou autres dangers résultant de la guerre. Toutefois, aucun interné ne pourra être astreint à accomplir des travaux pour lesquels un médecin de l'administration l'aura déclaré physiquement inapte.

La Puissance détentrice assumera l'entière responsabilité de toutes les conditions de travail, des soins médicaux, du paiement des salaires et de la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles. Les conditions de travail ainsi que la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles seront

comply with all regulations laid down by the Detaining Power in the interests of discipline and security.

Article 94

The Detaining Power shall encourage intellectual, educational and recreational pursuits, sports and games amongst internees, whilst leaving them free to take part in them or not. It shall take all practicable measures to ensure the exercise thereof, in particular by providing suitable premises.

All possible facilities shall be granted to internees to continue their studies or to take up new subjects. The education of children and young people shall be ensured; they shall be allowed to attend schools either within the place of internment or outside.

Internees shall be given opportunities for physical exercise, sports and outdoor games. For this purpose, sufficient open spaces shall be set aside in all places of internment. Special playgrounds shall be reserved for children and young people.

Article 95

The Detaining Power shall not employ internees as workers, unless they so desire. Employment which, if undertaken under compulsion by a protected person not in internment, would involve a breach of Articles 40 or 51 of the present Convention, and employment on work which is of a degrading or humiliating character are in any case prohibited.

After a working period of six weeks, internees shall be free to give up work at any moment, subject to eight days' notice.

These provisions constitute no obstacle to the right of the Detaining Power to employ interned doctors, dentists and other medical personnel in their professional capacity on behalf of their fellow internees, or to employ internees for administrative and maintenance work in places of internment and to detail such persons for work in the kitchens or for other domestic tasks, or to require such persons to undertake duties connected with the protection of internees against aerial bombardment or other war risks. No internee may, however, be required to perform tasks for which he is, in the opinion of a medical officer, physically unsuited.

The Detaining Power shall take entire responsibility for all working conditions, for medical attention, for the payment of wages, and for ensuring that all employed internees receive compensation for occupational accidents and diseases. The standards prescribed for the said working conditions and for compensation shall be

Letzterer genießt die Vorteile, die mit der übernommenen Aufgabe verbunden sind. Die so bezeichneten Personen haben alle vom Gewahrsamsstaat im Interesse der Disziplin und der Sicherheit aufgestellten Vorschriften zu befolgen.

Artikel 94

Der Gewahrsamsstaat fördert die geistige, erzieherische, sportliche und die der Erholung dienende Betätigung der Internierten, wobei ihnen volle Freiheit zu lassen ist, daran teilzunehmen oder nicht. Er trifft alle irgend möglichen Maßnahmen, um diese Betätigung zu gewährleisten und insbesondere den Internierten passende Räume zur Verfügung zu stellen.

Alle irgend möglichen Erleichterungen werden den Internierten gewährt, um sie in die Lage zu versetzen, ihre Studien fortzuführen oder solche zu beginnen. Die Unterrichtung der Kinder und der heranwachsenden Jugend wird gewährleistet; sie können Schulen entweder innerhalb oder außerhalb des Internierungsortes besuchen.

Den Internierten wird Gelegenheit gegeben, sich turnerischen Übungen, dem Sport und Spielen im Freien zu widmen. Zu diesem Zwecke werden in allen Internierungsorten ausreichende offene Plätze zur Verfügung gestellt. Kindern und Jugendlichen werden besondere Spielplätze vorbehalten.

Artikel 95

Der Gewahrsamsstaat kann Internierte nur auf ihren Wunsch als Arbeiter beschäftigen. Auf jeden Fall sind untersagt: die Verwendung, welche, einer nicht internierten geschützten Person auferlegt, eine Verletzung von Artikel 40 oder 51 des vorliegenden Abkommens bedeuten würde, sowie die Verwendung zu allen Arbeiten erniedrigender oder entehrender Art.

Nach einer Arbeitszeit von 6 Wochen können die Internierten die Arbeit jederzeit einstellen, vorausgesetzt, daß sie dies acht Tage vorher ankündigen.

Diese Bestimmungen beschränken nicht das Recht des Gewahrsamsstaates, internierte Ärzte, Zahnärzte und andere im Gesundheitswesen Tätige zur Ausübung ihres Berufes zum Wohle ihrer Mitinternierten zu veranlassen, Internierte zu Verwaltungsarbeiten und zur Instandhaltung des Internierungsortes heranzuziehen, diese Personen mit Küchen- und anderen Hausarbeiten zu beauftragen und sie zu Arbeiten heranzuziehen, die dazu bestimmt sind, die Internierten vor Luftangriffen und andern aus dem Kriege erwachsenden Gefahren zu schützen. Jedoch darf kein Internierter zur Ausführung von Arbeiten benötigt werden, zu denen ein Arzt der Verwaltung ihn als körperlich unfähig erklärt hat.

Der Gewahrsamsstaat übernimmt die volle Verantwortung für alle Arbeitsbedingungen, für die ärztliche Pflege, für die Zahlung der Entlohnung und der Entschädigung für Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten. Die Arbeitsbedingungen sowie die Entschädigungen für Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten entsprechen den nationalen Rechtsvor-

conformes à la législation nationale et à la coutume; elles ne seront en aucun cas inférieures à celles appliquées pour un travail de même nature dans la même région. Les salaires seront déterminés d'une façon équitable par accord entre la Puissance détentricrice, les internés et, le cas échéant, les employeurs autres que la Puissance détentricrice, compte tenu de l'obligation pour la Puissance détentricrice de pourvoir gratuitement à l'entretien de l'interné et de lui accorder de même les soins médicaux que nécessite son état de santé. Les internés employés d'une manière permanente aux travaux visés au troisième alinéa recevront de la Puissance détentricrice un salaire équitable; les conditions de travail et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ne seront pas inférieures à celles appliquées pour un travail de même nature dans la même région.

#### Article 96

Tout détachement de travail relèvera d'un lieu d'internement. Les autorités compétentes de la Puissance détentricrice et le commandant de ce lieu d'internement seront responsables de l'observation dans les détachements de travail des dispositions de la présente Convention. Le commandant tiendra à jour une liste des détachements de travail dépendant de lui et la communiquera aux délégués de la Puissance protectrice, du Comité international de la Croix-Rouge ou des autres organisations humanitaires qui visiteraient les lieux d'internement.

#### CHAPITRE VI

##### Propriété personnelle et ressources financières

#### Article 97

Les internés seront autorisés à conserver leurs objets et effets d'usage personnel. Les sommes, chèques, titres, etc., ainsi que les objets de valeur dont ils sont porteurs, ne pourront leur être enlevés que conformément aux procédures établies. Un reçu détaillé leur en sera donné.

Les sommes devront être portées au crédit du compte de chaque interné, comme prévu à l'article 98; elles ne pourront être converties en une autre monnaie à moins que la législation du territoire dans lequel le propriétaire est interné ne l'exige, ou que l'interné n'y consente.

Les objets ayant surtout une valeur personnelle ou sentimentale ne pourront leur être enlevés.

Une femme internée ne pourra être fouillée que par une femme.

Lors de leur libération ou de leur rapatriement, les internés recevront en monnaie le solde créditeur du compte tenu conformément à l'article 98, ainsi que tous les objets, sommes, chèques, titres, etc., qui leur auraient été retirés pendant l'internement, exception faite des objets ou valeurs que la Puissance détentricrice devrait garder en vertu de

in accordance with the national laws and regulations, and with the existing practice; they shall in no case be inferior to those obtaining for work of the same nature in the same district. Wages for work done shall be determined on an equitable basis by special agreements between the internees, the Detaining Power, and, if the case arises, employers other than the Detaining Power, due regard being paid to the obligation of the Detaining Power to provide for free maintenance of internees and for the medical attention which their state of health may require. Internees permanently detailed for categories of work mentioned in the third paragraph of this Article, shall be paid fair wages by the Detaining Power. The working conditions and the scale of compensation for occupational accidents and diseases to internees thus detailed, shall not be inferior to those applicable to work of the same nature in the same district.

#### Article 96

All labour detachments shall remain part of and dependent upon a place of internment. The competent authorities of the Detaining Power and the commandant of a place of internment shall be responsible for the observance in a labour detachment of the provisions of the present Convention. The commandant shall keep an up-to-date list of the labour detachments subordinate to him and shall communicate it to the delegates of the Protecting Power, of the International Committee of the Red Cross and of other humanitarian organisations who may visit the places of internment.

#### CHAPTER VI

##### Personal Property and Financial Resources

#### Article 97

Internees shall be permitted to retain articles of personal use. Monies, cheques, bonds, etc., and valuables in their possession may not be taken from them except in accordance with established procedure. Detailed receipts shall be given therefor.

The amounts shall be paid into the account of every internee as provided for in Article 98. Such amounts may not be converted into any other currency unless legislation in force in the territory in which the owner is interned so requires or the internee gives his consent.

Articles which have above all a personal or sentimental value may not be taken away.

A woman internee shall not be searched except by a woman.

On release or repatriation, internees shall be given all articles, monies or other valuables taken from them during internment and shall receive in currency the balance of any credit to their accounts kept in accordance with Article 98, with the exception of any articles or amounts withheld by the Detaining Power by virtue of its

schriften und Gepflogenheiten; sie stehen denjenigen, die auf Arbeit der gleichen Art in derselben Gegend Anwendung finden, auf keinen Fall nach. Die Entlohnungen werden durch Vereinbarung zwischen der Gewahrsamsmacht, den Internierten und gegebenenfalls andern Arbeitgebern angemessen festgesetzt, wobei der Verpflichtung des Gewahrsamsstaates Rechnung zu tragen ist, unentgeltlich zum Unterhalt des Internierten beizutragen und ihm unentgeltlich die ärztliche Pflege, die sein Gesundheitszustand erfordert, angedeihen zu lassen. Die dauernd zu Arbeiten, wie sie in Absatz 3 umschrieben sind, herangezogenen Internierten erhalten vom Gewahrsamsstaat eine angemessene Entlohnung; die Arbeitsbedingungen und die Entschädigungen für Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten stehen denjenigen, die auf Arbeit der gleichen Art in derselben Gegend Anwendung finden, nicht nach.

#### Artikel 96

Jede einzelne Arbeitsgruppe untersteht nur einem einzigen Internierungsort. Die zuständigen Behörden des Gewahrsamsstaates und der Kommandant des betreffenden Internierungsortes sind für die Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Abkommens in den Arbeitsgruppen verantwortlich. Der Kommandant führt eine Liste der ihm unterstehenden Arbeitsgruppen auf den Tag nach und legt sie den Delegierten der Schutzmacht, des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz oder anderer humanitärer Organisationen vor, welche die Internierungsorte besuchen.

#### KAPITEL VI

##### Persönliches Eigentum und Geldmittel

#### Artikel 97

Die Internierten dürfen ihre persönlichen Gebrauchsgegenstände behalten. Geldbeträge, Schecks, Wertpapiere usw. sowie die Wertgegenstände, die sie besitzen, können ihnen nur auf Grund bestehender Verfahrensvorschriften entzogen werden. In einem solchen Falle werden ihnen ins einzelne gehende Quittungen ausgestellt.

Die Geldbeträge werden dem gemäß Artikel 98 geführten Konto jedes Internierten gutgeschrieben; sie dürfen nicht in eine andere Währung umgewechselt werden, sofern nicht die Rechtsvorschriften des Gebietes, in dem ihr Eigentümer interniert ist, dies erfordern oder der Internierte einer solchen Maßnahme zustimmt.

Gegenstände, die vor allem persönlichen oder gefühlsmäßigen Wert besitzen, dürfen ihnen nicht abgenommen werden.

Eine internierte Frau darf nur von einer Frau durchsucht werden.

Bei ihrer Freilassung oder Heim-schaffung erhalten die Internierten den Guthabensaldo ihres gemäß Artikel 98 geführten Kontos in Geld, sowie alle Gegenstände, Geldbeträge, Schecks, Wertpapiere usw., die ihnen etwa während ihrer Internierung abgenommen wurden, mit Ausnahme derjenigen Gegenstände oder Werte, die der Ge-

sa législation en vigueur. Au cas où un bien appartenant à un interné serait retenu en raison de cette législation, l'intéressé recevra un certificat détaillé.

Les documents de famille et les pièces d'identité dont les internés sont porteurs ne pourront leur être retirés que contre reçu. A aucun moment, les internés ne devront être sans pièce d'identité. S'ils n'en possèdent pas, ils recevront des pièces spéciales qui seront établies par les autorités détentrices et qui leur tiendront lieu de pièces d'identité jusqu'à la fin de l'internement.

Les internés pourront avoir sur eux une certaine somme en espèces ou sous forme de bons d'achat, afin de pouvoir faire des achats.

#### Article 98

Tous les internés recevront régulièrement des allocations pour pouvoir acheter des denrées et objets tels que tabac, articles de toilette, etc. Ces allocations pourront revêtir la forme de crédits ou de bons d'achat.

En outre, les internés pourront recevoir des subsides de la Puissance dont ils sont ressortissants, des Puissances protectrices, de tout organisme qui pourrait leur venir en aide, ou de leurs familles ainsi que les revenus de leurs biens conformément à la législation de la Puissance détentrice. Les montants des subsides alloués par la Puissance d'origine seront les mêmes pour chaque catégorie d'internés (infirmes, malades, femmes enceintes, etc.) et ne pourront être fixés, par cette Puissance ni distribués par la Puissance détentrice sur la base de discriminations interdites par l'article 27 de la présente Convention.

Pour chaque interné, la Puissance détentrice tiendra un compte régulier au crédit duquel seront portés les allocations mentionnées au présent article, les salaires gagnés par l'interné, ainsi que les envois d'argent qui lui seront faits. Seront également portées à son crédit les sommes qui lui sont retirées et qui pourraient être disponibles en vertu de la législation en vigueur dans le territoire où l'interné se trouve. Toute facilité compatible avec la législation en vigueur dans le territoire intéressé lui sera accordée pour envoyer des subsides à sa famille et aux personnes dépendant économiquement de lui. Il pourra prélever sur ce compte les sommes nécessaires à ses dépenses personnelles, dans les limites fixées par la Puissance détentrice. Il lui sera accordé en tout temps des facilités raisonnables en vue de consulter son compte ou de s'en procurer des extraits. Ce compte sera communiqué, sur demande, à la Puissance protectrice et suivra l'interné en cas de transfert de celui-ci.

legislation in force. If the property of an internee is so withheld, the owner shall receive a detailed receipt.

Family or identity documents in the possession of internees may not be taken away without a receipt being given. At no time shall internees be left without identity documents. If they have none, they shall be issued with special documents drawn up by the detaining authorities, which will serve as their identity papers until the end of their internment.

Internees may keep on their persons a certain amount of money, in cash or in the shape of purchase coupons, to enable them to make purchases.

#### Article 98

All internees shall receive regular allowances, sufficient to enable them to purchase goods and articles, such as tobacco, toilet requisites, etc. Such allowances may take the form of credits or purchase coupons.

Furthermore, internees may receive allowances from the Power to which they owe allegiance, the Protecting Powers, the organisations which may assist them, or their families, as well as the income on their property in accordance with the law of the Detaining Power. The amount of allowances granted by the Power to which they owe allegiance shall be the same for each category of internees (infirm, sick, pregnant women, etc.), but may not be allocated by that Power or distributed by the Detaining Power on the basis of discriminations between internees which are prohibited by Article 27 of the present Convention.

The Detaining Power shall open a regular account for every internee, to which shall be credited the allowances named in the present Article, the wages earned and the remittances received, together with such sums taken from him as may be available under the legislation in force in the territory in which he is interned. Internees shall be granted all facilities consistent with the legislation in force in such territory to make remittances to their families and to other dependants. They may draw from their accounts the amounts necessary for their personal expenses, within the limits fixed by the Detaining Power. They shall at all times be afforded reasonable facilities for consulting and obtaining copies of their accounts. A statement of accounts shall be furnished to the Protecting Power on request, and shall accompany the internee in case of transfer.

wahrsamsstaat nach Maßgabe seiner in Kraft befindlichen Rechtsvorschriften zurückbehalten darf. Wird Eigentum eines Internierten auf Grund solcher Rechtsvorschriften zurückbehalten, so erhält der Betreffende eine ins einzelne gehende Bescheinigung.

Familien- und Ausweispapiere im Besitze der Internierten können ihnen nur gegen Quittung abgenommen werden. Zu keinem Zeitpunkt dürfen die Internierten ohne Personalausweis belassen werden. Besitzen sie einen solchen nicht, so erhalten sie besondere Ausweise, die von den Gewahrsamsbehörden ausgestellt werden und ihnen bis zum Abschluß der Internierung die Personalausweise ersetzen.

Die Internierten dürfen einen gewissen Betrag in bar oder in Form von Gutscheinen bei sich tragen, um Einkäufe zu tätigen.

#### Artikel 98

Allen Internierten werden regelmäßig Beträge zur Verfügung gestellt, die sie in die Lage versetzen, Lebensmittel, Tabakwaren, Toilettenartikel usw. zu kaufen. Diese Beträge können in Form von Krediten oder Einkaufsgutscheinen zur Verfügung gestellt werden.

Überdies können die Internierten Beihilfen der Macht, deren Staatsangehörige sie sind, der Schutzmächte, aller sonstigen Hilfsorganisationen oder ihrer Familien sowie, entsprechend den Rechtsvorschriften des Gewahrsamsstaates, die Erträge ihres Eigentums ausbezahlt erhalten. Die Höhe der vom Herkunftsstaat gewährten Beihilfen muß innerhalb jeder Interniertenkategorie (Gebrechliche, Kranke, schwangere Frauen usw.) die gleiche sein; die Festsetzung dieser Beihilfen durch den Herkunftsstaat und die Auszahlung durch den Gewahrsamsstaat dürfen nicht auf in Artikel 27 des vorliegenden Abkommens untersagten Benachteiligungen beruhen.

Für jeden Internierten unterhält der Gewahrsamsstaat ein ordentliches Konto, welchem die in diesem Artikel erwähnten Beträge, die durch den Internierten verdienten Entlohnungen sowie die ihm zugehenden Geldsendungen gutgeschrieben werden. Die ihm abgenommenen Beträge, über die er auf Grund der in diesem Gebiete in Kraft befindlichen Rechtsvorschriften verfügen kann, werden ebenfalls auf sein Guthaben überwiesen. Dem Internierten wird jede Erleichterung gewährt, die mit den im betreffenden Gebiet in Kraft befindlichen Rechtsvorschriften vereinbar ist, um seiner Familie und von ihm wirtschaftlich abhängigen Personen Unterstützungsgelder zuzusenden. Er kann von diesem Konto die für seine persönlichen Ausgaben notwendigen Beträge innerhalb der vom Gewahrsamsstaat festgelegten Grenzen abheben. Ferner werden ihm jederzeit angemessene Erleichterungen gewährt, damit er Einblick in sein Konto nehmen oder sich Auszüge davon beschaffen kann. Über dieses Konto wird der Schutzmacht auf Ersuchen Auskunft erteilt; es begleitet den Internierten im Falle seiner Verlegung.



CHAPITRE VII  
Administration et discipline  
Article 99

Tout lieu d'internement sera placé sous l'autorité d'un officier ou fonctionnaire responsable, choisi dans les forces militaires régulières ou dans les cadres de l'administration civile régulière de la Puissance détentrice. L'officier ou le fonctionnaire commandant le lieu d'internement possédera, dans la langue officielle ou dans une des langues officielles de son pays, le texte de la présente Convention et sera responsable de l'application de celle-ci. Le personnel de surveillance sera instruit des dispositions de la présente Convention et des règlements ayant pour objet son application.

Le texte de la présente Convention et les textes des accords spéciaux conclus conformément à la présente Convention seront affichés à l'intérieur du lieu d'internement dans une langue que comprennent les internés, ou bien se trouveront en possession du comité d'internés.

Les règlements, ordres, avertissements et avis de toute nature devront être communiqués aux internés et affichés à l'intérieur des lieux d'internement dans une langue qu'ils comprennent.

Tous les ordres et commandements adressés individuellement à des internés devront également être donnés dans une langue qu'ils comprennent.

Article 100

La discipline dans les lieux d'internement doit être compatible avec les principes d'humanité et ne comportera en aucun cas des règlements imposant aux internés des fatigues physiques dangereuses pour leur santé ou des brimades d'ordre physique ou moral. Le tatouage ou l'apposition de marques ou de signes corporels d'identification sont interdits.

Sont notamment interdits les stations ou les appels prolongés, les exercices physiques punitifs, les exercices de manœuvres militaires et les restrictions de nourriture.

Article 101

Les internés auront le droit de présenter aux autorités au pouvoir desquelles ils se trouvent leurs requêtes concernant le régime auquel ils sont soumis.

Ils auront également, sans limitation, le droit de s'adresser soit par l'entremise du comité d'internés, soit directement, s'ils l'estiment nécessaire, aux représentants de la Puissance protectrice, pour leur indiquer les points sur lesquels ils auraient des plaintes à formuler à l'égard du régime de l'internement.

CHAPTER VII  
Administration and Discipline  
Article 99

Every place of internment shall be put under the authority of a responsible officer, chosen from the regular military forces or the regular civil administration of the Detaining Power. The officer in charge of the place of internment must have in his possession a copy of the present Convention in the official language, or one of the official languages, of his country and shall be responsible for its application. The staff in control of internees shall be instructed in the provisions of the present Convention and of the administrative measures adopted to ensure its application.

The text of the present Convention and the texts of special agreements concluded under the said Convention shall be posted inside the place of internment, in a language which the internees understand, or shall be in the possession of the Internee Committee.

Regulations, orders, notices and publications of every kind shall be communicated to the internees and posted inside the places of internment, in a language which they understand.

Every order and command addressed to internees individually must likewise be given in a language which they understand.

Article 100

The disciplinary regime in places of internment shall be consistent with humanitarian principles, and shall in no circumstances include regulations imposing on internees any physical exertion dangerous to their health or involving physical or moral victimisation. Identification by tattooing or imprinting signs or markings on the body, is prohibited.

In particular, prolonged standing and roll-calls, punishment drill, military drill and manoeuvres, or the reduction of food rations, are prohibited.

Article 101

Internees shall have the right to present to the authorities in whose power they are, any petition with regard to the conditions of internment to which they are subjected.

They shall also have the right to apply without restriction through the Internee Committee or, if they consider it necessary, direct to the representatives of the Protecting Power, in order to indicate to them any points on which they may have complaints to make with regard to the conditions of internment.

KAPITEL VII  
Verwaltung und Disziplin  
Artikel 99

Jeder Internierungsort wird der Leitung eines verantwortlichen Offiziers oder Beamten unterstellt, der den ordentlichen Militärstreitkräften oder dem ordentlichen Verwaltungskörper des Gewahrsamsstaates entnommen wird. Der den Internierungsort befehlige Offizier oder Beamte muß den Wortlaut des vorliegenden Abkommens in der Amtssprache oder einer der Amtssprachen seines Landes besitzen und ist für dessen Anwendung verantwortlich. Das Überwachungspersonal wird von den Bestimmungen des vorliegenden Abkommens sowie den zu seiner Anwendung erlassenen Vorschriften in Kenntnis gesetzt.

Der Wortlaut des vorliegenden Abkommens sowie der in Übereinstimmung mit dem vorliegenden Abkommen getroffenen Sondervereinbarungen wird innerhalb des Internierungsortes in einer den Internierten verständlichen Sprache angeschlagen oder aber muß sich im Besitze des Interniertenausschusses befinden.

Vorschriften, Anordnungen, Ankündigungen und Bekanntmachungen jeder Art werden den Internierten mitgeteilt und innerhalb der Internierungsorte in einer ihnen verständlichen Sprache angeschlagen.

Auch alle an einzelne Internierte gerichteten Befehle und Anordnungen werden in einer ihnen verständlichen Sprache erteilt.

Artikel 100

Die Disziplin in den Internierungsorten muß mit den Grundsätzen der Menschlichkeit vereinbar sein und darf auf keinen Fall Vorschriften enthalten, die den Internierten ihrer Gesundheit abträgliche körperliche Ermüdung oder Schikanen körperlicher oder seelischer Art auferlegen. Tätowierungen oder Anbringung von Erkennungsmerkmalen oder Kennzeichen auf dem Körper sind untersagt.

Insbesondere untersagt sind andauerndes Stehenlassen oder verlängerte Appelle, körperliche Strafübungen, militärischer Drill und militärische Übungen sowie Nahrungsbeschränkungen.

Artikel 101

Die Internierten haben das Recht, den Behörden, in deren Händen sie sich befinden, ihre Anliegen betreffend die Internierungsbedingungen, denen sie unterstellt sind, vorzubringen.

Sie haben ferner das Recht, sich unbeschränkt, entweder durch Vermittlung des Interniertenausschusses oder, wenn sie es für notwendig erachten, unmittelbar, an die Vertreter der Schutzmacht zu wenden, um ihnen die Punkte zur Kenntnis zu bringen, über welche sie Beschwerden hinsichtlich der Internierungsbedingungen vorzubringen haben.

Ces requêtes et plaintes devront être transmises d'urgence sans modification. Même si ces dernières sont reconnues non fondées, elles ne pourront donner lieu à aucune punition.

Les comités d'internés pourront envoyer aux représentants de la Puissance protectrice des rapports périodiques sur la situation dans les lieux d'internement et les besoins des internés.

#### Article 102

Dans chaque lieu d'internement, les internés éliront librement, tous les six mois, et au scrutin secret, les membres d'un comité chargé de les représenter auprès des autorités de la Puissance détentrice, auprès des Puissances protectrices, du Comité international de la Croix-Rouge et de tout autre organisme qui leur viendrait en aide. Les membres de ce comité seront rééligibles.

Les internés élus entreront en fonctions après que leur élection aura reçu l'approbation de l'autorité détentrice. Les motifs de refus ou de destitution éventuels seront communiqués aux Puissances protectrices intéressées.

#### Article 103

Les comités d'internés devront contribuer au bien-être physique, moral et intellectuel des internés.

En particulier, au cas où les internés décideraient d'organiser entre eux un système d'assistance mutuelle, cette organisation serait de la compétence des comités, indépendamment des tâches spéciales qui leur sont confiées par d'autres dispositions de la présente Convention.

#### Article 104

Les membres des comités d'internés ne seront pas astreints à un autre travail, si l'accomplissement de leurs fonctions devait en être rendu plus difficile.

Les membres des comités pourront désigner parmi les internés les auxiliaires qui leur seront nécessaires. Toutes facilités matérielles leur seront accordées et notamment certaines libertés de mouvement nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches (visites de détachements de travail, réception de marchandises, etc.).

Toutes facilités seront également accordées aux membres des comités pour leur correspondance postale et télégraphique avec les autorités détentrices, avec les Puissances protectrices, le Comité international de la Croix-Rouge et leurs délégués, ainsi qu'avec les organismes qui viendraient en aide aux internés. Les membres des comités se trouvant dans des détachements jouiront des mêmes facilités pour leur correspondance avec leur comité du principal lieu d'internement. Ces correspondances ne seront ni limitées, ni considérées comme faisant partie du contingent mentionné à l'article 107.

Such petitions and complaints shall be transmitted forthwith and without alteration, and even if the latter are recognised to be unfounded, they may not occasion any punishment.

Periodic reports on the situation in places of internment and as to the needs of the internees, may be sent by the Internee Committees to the representatives of the Protecting Powers.

#### Article 102

In every place of internment, the internees shall freely elect by secret ballot every six months, the members of a Committee empowered to represent them before the Detaining and the Protecting Powers, the International Committee of the Red Cross and any other organisation which may assist them. The members of the Committee shall be eligible for re-election.

Internees so elected shall enter upon their duties after their election has been approved by the detaining authorities. The reasons for any refusals or dismissals shall be communicated to the Protecting Powers concerned.

#### Article 103

The Internee Committees shall further the physical, spiritual and intellectual well-being of the internees.

In case the internees decide, in particular, to organise a system of mutual assistance amongst themselves, this organisation would be within the competence of the Committees in addition to the special duties entrusted to them under other provisions of the present Convention.

#### Article 104

Members of Internee Committees shall not be required to perform any other work, if the accomplishment of their duties is rendered more difficult thereby.

Members of Internee Committees may appoint from amongst the internees such assistants as they may require. All material facilities shall be granted to them, particularly a certain freedom of movement necessary for the accomplishment of their duties (visits to labour detachments, receipt of supplies, etc.).

All facilities shall likewise be accorded to members of Internee Committees for communication by post and telegraph with the detaining authorities, the Protecting Powers, the International Committee of the Red Cross and their delegates, and with the organisations which give assistance to internees. Committee members in labour detachments shall enjoy similar facilities for communication with their Internee Committee in the principal place of internment. Such communications shall not be limited, nor considered as forming a part of the quota mentioned in Article 107.

Diese Anliegen und Beschwerden werden unverändert und beschleunigt weitergeleitet. Selbst wenn sie sich als unbegründet erweisen, dürfen sie nicht Anlaß zu irgendeiner Bestrafung geben.

Die Interniertenausschüsse können den Vertretern der Schutzmacht regelmäßig Berichte über die Lage in den Internierungsorten und über die Bedürfnisse der Internierten zustellen.

#### Artikel 102

In jedem Internierungsort wählen die Internierten alle sechs Monate in freier und geheimer Wahl die Mitglieder eines Ausschusses, der mit ihrer Vertretung bei den Behörden des Gewahrsamsstaates, den Schutzmächten, dem Internationalen Komitee vom Roten Kreuz und bei jeder sonstigen Hilfsorganisation beauftragt ist. Die Mitglieder dieses Ausschusses sind wieder wählbar.

Die gewählten Internierten übernehmen ihre Funktionen, sobald ihre Wahl die Zustimmung der Gewahrsamsbehörden erhalten hat. Die Gründe für eine etwaige Weigerung oder Absetzung werden den in Betracht kommenden Schutzmächten mitgeteilt.

#### Artikel 103

Die Interniertenausschüsse haben das körperliche, sittliche und geistige Wohl der Internierten zu fördern.

Sollten insbesondere die Internierten beschließen, untereinander ein Unterstützungssystem auf Gegenseitigkeit zu organisieren, so sind die Ausschüsse für diese Organisation zuständig, unbeschadet der besonderen Aufgaben, die ihnen durch andere Bestimmungen des vorliegenden Abkommens übertragen sind.

#### Artikel 104

Die Mitglieder des Interniertenausschusses werden zu keiner anderen Arbeit gezwungen, wenn dies die Erfüllung ihrer Aufgaben erschweren könnte.

Die Ausschußmitglieder können unter den Internierten die von ihnen benötigten Hilfskräfte bezeichnen. Alle materiellen Erleichterungen, vor allem eine gewisse für die Erfüllung ihrer Aufgaben (Besuche der Arbeitsgruppen, Inempfangnahme von Versorgungsgütern usw.) notwendige Freizügigkeit, werden ihnen gewährt.

Für ihren postalischen und telegraphischen Schriftwechsel mit den Gewahrsamsbehörden, den Schutzmächten, dem Internationalen Komitee vom Roten Kreuz und deren Delegierten sowie mit den Hilfsorganisationen für Internierte, wird den Ausschußmitgliedern gleicherweise jede Erleichterung gewährt. Ausschußmitglieder in Arbeitsgruppen genießen die gleichen Erleichterungen für ihren Schriftwechsel mit ihrem Ausschuß am Hauptinterniertenort. Dieser Schriftwechsel darf weder beschränkt noch als Teil des in Artikel 107 erwähnten Kontingents betrachtet werden.

Aucun membre du comité ne pourra être transféré, sans que le temps raisonnablement nécessaire lui ait été laissé pour mettre son successeur au courant des affaires en cours.

**CHAPITRE VIII**  
**Relations avec l'extérieur**  
**Article 105**

Dès qu'elles auront interné des personnes protégées, les Puissances détentrices porteront à leur connaissance, à celle de la Puissance dont elles sont ressortissantes et de leur Puissance protectrice, les mesures prévues pour l'exécution des dispositions du présent chapitre; elles notifieront de même toute modification apportée à ces mesures.

**Article 106**

Chaque interné sera mis en mesure, dès son internement, ou au plus tard une semaine après son arrivée dans un lieu d'internement et de même en cas de maladie ou de transfert dans un autre lieu d'internement ou dans un hôpital, d'adresser directement à sa famille, d'une part, et à l'Agence centrale prévue à l'article 140, d'autre part, une carte d'internement établie si possible selon le modèle annexé à la présente Convention, les informant de son internement, de son adresse et de son état de santé. Les dites cartes seront transmises avec toute la rapidité possible et ne pourront être retardées d'aucune manière.

**Article 107**

Les internés seront autorisés à expédier et à recevoir des lettres et des cartes. Si la Puissance détentrice estime nécessaire de limiter le nombre de lettres et de cartes expédiées par chaque interné, ce nombre ne pourra pas être inférieur à deux lettres et quatre cartes par mois, établies autant que possible selon les modèles annexés à la présente Convention. Si des limitations doivent être apportées à la correspondance adressée aux internés, elles ne pourront être ordonnées que par leur Puissance d'origine, éventuellement sur demande de la Puissance détentrice. Ces lettres et ces cartes devront être transportées dans un délai raisonnable; elles ne pourront être retardées ni retenues pour motifs de discipline.

Les internés qui sont depuis longtemps sans nouvelles de leur famille ou qui se trouvent dans l'impossibilité d'en recevoir ou de lui en donner par voie ordinaire, de même que ceux qui sont séparés de leurs par des distances considérables, seront autorisés à expédier des télégrammes, contre paiement des taxes télégraphiques, dans la monnaie dont ils disposent. Ils bénéficieront également d'une telle mesure en cas d'urgence reconnue.

En règle générale, la correspondance des internés sera rédigée dans leur

Members of Internee Committees who are transferred shall be allowed a reasonable time to acquaint their successors with current affairs.

**CHAPTER VIII**  
**Relations with the Exterior**  
**Article 105**

Immediately upon interning protected persons, the Detaining Powers shall inform them, the Power to which they owe allegiance and their Protecting Power of the measures taken for executing the provisions of the present Chapter. The Detaining Powers shall likewise inform the Parties concerned of any subsequent modifications of such measures.

**Article 106**

As soon as he is interned, or at the latest not more than one week after his arrival in a place of internment, and likewise in cases of sickness or transfer to another place of internment or to a hospital, every internee shall be enabled to send direct to his family, on the one hand, and to the Central Agency provided for by Article 140, on the other, an internment card similar, if possible, to the model annexed to the present Convention, informing his relatives of his detention, address and state of health. The said cards shall be forwarded as rapidly as possible and may not be delayed in any way.

**Article 107**

Internees shall be allowed to send and receive letters and cards. If the Detaining Power deems it necessary to limit the number of letters and cards sent by each internee, the said number shall not be less than two letters and four cards monthly; these shall be drawn up so as to conform as closely as possible to the models annexed to the present Convention. If limitations must be placed on the correspondence addressed to internees, they may be ordered only by the Power to which such internees owe allegiance, possibly at the request of the Detaining Power. Such letters and cards must be conveyed with reasonable despatch; they may not be delayed or retained for disciplinary reasons.

Internees who have been a long time without news, or who find it impossible to receive news from their relatives, or to give them news by the ordinary postal route, as well as those who are at a considerable distance from their homes, shall be allowed to send telegrams, the charges being paid by them in the currency at their disposal. They shall likewise benefit by this provision in cases which are recognised to be urgent.

As a rule, internees' mail shall be written in their own language. The

Ein Ausschußmitglied darf nicht ver setzt werden, ohne daß ihm die billigerweise notwendige Zeit eingeräumt wird, um seinen Nachfolger mit den laufenden Geschäften vertraut zu machen.

**KAPITEL VIII**  
**Beziehungen zur Außenwelt**  
**Artikel 105**

Unmittelbar nach der Internierung von geschützten Personen bringen die Gewahrsamsstaaten diesen Personen, der Macht, deren Staatsangehörige sie sind, und der Schutzmacht die zur Ausführung der Bestimmungen dieses Kapitels getroffenen Maßnahmen zur Kenntnis. Überdies machen sie den Erwähnten von jeder Änderung dieser Maßnahmen Mitteilung.

**Artikel 106**

Jedem Internierten wird unmittelbar nach seiner Internierung, spätestens aber eine Woche nach seiner Ankunft am Internierungsort, sowie bei Krankheit oder Verlegung an einen anderen Internierungsort oder in ein Krankenhaus, Gelegenheit gegeben, unmittelbar an seine Familie und an die in Artikel 140 vorgesehene Zentralstelle je eine Karte zu senden, die möglichst dem diesem Abkommen beigefügten Muster entspricht und die Empfänger von seiner Internierung, seiner Anschrift und seinem Gesundheitszustand in Kenntnis setzt. Die Beförderung dieser Karten erfolgt so schnell wie möglich und darf in keiner Weise verzögert werden.

**Artikel 107**

Die Internierten sind ermächtigt, Briefe und Postkarten abzuschicken und zu empfangen. Erachtet es der Gewahrsamsstaat für notwendig, die Zahl der von jedem Internierten ab gesandten Briefe und Postkarten zu beschränken, so darf die zugelassene monatliche Anzahl nicht geringer sein als zwei Briefe und vier Postkarten, die soweit wie möglich den dem vorliegenden Abkommen beigefügten Mustern entsprechen. Müssen die an die Internierten gerichteten Briefschaften eingeschränkt werden, so darf dies nur durch Entscheid der Herkunftsmacht, gegebenenfalls auf Ersuchen des Gewahrsamsstaates, angeordnet werden. Diese Briefe und Postkarten sind in angemessener Frist zu befördern; sie dürfen aus disziplinarischen Gründen weder auf- noch zurückgehalten werden.

Denjenigen Internierten, die seit längerer Zeit ohne Nachrichten von ihrer Familie sind oder denen es nicht möglich ist, von ihr solche zu erhalten oder ihr auf normalem Wege zugehen zu lassen, sowie denjenigen, die durch beträchtliche Entfernungen von den Ihren getrennt sind, muß gestattet werden, gegen Entrichtung der entsprechenden Gebühren in dem Geld, über das sie verfügen, Telegramme zu senden. Auch in anerkannten Dringlichkeitsfällen gelangen sie in dem Geuß einer solchen Maßnahme.

In der Regel ist der Schriftwechsel der Internierten in ihrer Muttersprache

langue maternelle. Les Parties au conflit pourront autoriser la correspondance en d'autres langues.

#### Article 108

Les internés seront autorisés à recevoir, par voie postale ou par tous autres moyens, des envois individuels ou collectifs contenant notamment des denrées alimentaires, des vêtements, des médicaments, ainsi que des livres et des objets destinés à répondre à leurs besoins en matière de religion, d'études ou de loisirs. Ces envois ne pourront, en aucune façon, libérer la Puissance détentrice des obligations qui lui incombent en vertu de la présente Convention.

Au cas où il deviendrait nécessaire, pour des raisons d'ordre militaire, de limiter la quantité de ces envois, la Puissance protectrice, le Comité international de la Croix-Rouge, ou tout autre organisme venant en aide aux internés, qui seraient chargés de transmettre ces envois, devront en être dûment avisés.

Les modalités relatives à l'expédition des envois individuels ou collectifs feront l'objet, s'il y a lieu, d'accords spéciaux entre les Puissances intéressées, qui ne pourront en aucun cas retarder la réception par les internés des envois de secours. Les envois de vivres ou de vêtements ne contiendront pas de livres; les secours médicaux seront, en général, envoyés dans des colis collectifs.

#### Article 109

A défaut d'accords spéciaux entre les Parties au conflit sur les modalités relatives à la réception ainsi qu'à la distribution des envois de secours collectifs, le règlement concernant les envois collectifs annexé à la présente Convention sera appliqué.

Les accords spéciaux prévus ci-dessus ne pourront en aucun cas restreindre le droit des comités d'internés de prendre possession des envois de secours collectifs destinés aux internés, de procéder à leur distribution et d'en disposer dans l'intérêt des destinataires.

Ils ne pourront pas non plus restreindre le droit qu'auront les représentants de la Puissance protectrice, du Comité international de la Croix-Rouge ou de tout autre organisme venant en aide aux internés, qui seraient chargés de transmettre ces envois collectifs, d'en contrôler la distribution à leurs destinataires.

#### Article 110

Tous les envois de secours destinés aux internés seront exempts de tous droits d'entrée, de douane et autres.

Tous les envois y compris les colis postaux de secours ainsi que les envois d'argent, en provenance d'autres pays, adressés aux internés ou expédiés par eux par voie postale soit directement, soit par l'entremise des bureaux de ren-

Parties to the conflict may authorise correspondence in other languages.

#### Article 108

Internees shall be allowed to receive, by post or by any other means, individual parcels or collective shipments containing in particular foodstuffs, clothing, medical supplies, as well as books and objects of a devotional, educational or recreational character which may meet their needs. Such shipments shall in no way free the Detaining Power from the obligations imposed upon it by virtue of the present Convention.

Should military necessity require the quantity of such shipments to be limited, due notice thereof shall be given to the Protecting Power and to the International Committee of the Red Cross, or to any other organisation giving assistance to the internees and responsible for the forwarding of such shipments.

The conditions for the sending of individual parcels and collective shipments shall, if necessary, be the subject of special agreements between the Powers concerned, which may in no case delay the receipt by the internees of relief supplies. Parcels of clothing and foodstuffs may not include books. Medical relief supplies shall, as a rule, be sent in collective parcels.

#### Article 109

In the absence of special agreements between Parties to the conflict regarding the conditions for the receipt and distribution of collective relief shipments, the regulations concerning collective relief which are annexed to the present Convention shall be applied.

The special agreements provided for above shall in no case restrict the right of Internee Committees to take possession of collective relief shipments intended for internees, to undertake their distribution and to dispose of them in the interests of the recipients.

Nor shall such agreements restrict the right of representatives of the Protecting Powers, the International Committee of the Red Cross, or any other organisation giving assistance to internees and responsible for the forwarding of collective shipments, to supervise their distribution to the recipients.

#### Article 110

All relief shipments for internees shall be exempt from import, customs and other dues.

All matter sent by mail, including relief parcels sent by parcel post and remittances of money, addressed from other countries to internees or despatched by them through the post office, either direct or through the

abzufassen. Die am Konflikt beteiligten Parteien können jedoch Schriftwechsel auch in anderen Sprachen zulassen.

#### Artikel 108

Den Internierten wird gestattet, auf dem Postweg oder auf jede andere Weise Einzel- und Sammelsendungen zu empfangen, die namentlich Lebensmittel, Kleidung, Arzneimittel sowie für ihre religiösen Bedürfnisse, ihre Studien und ihre Zerstreuung bestimmte Bücher und Gegenstände enthalten. Diese Sendungen befreien den Gewahrsamsstaat in keiner Weise von den Verpflichtungen, die ihm das vorliegende Abkommen auferlegt.

Sollten militärische Gründe eine Begrenzung der Anzahl dieser Sendungen erforderlich machen, so werden die Schutzmacht, das Internationale Komitee vom Roten Kreuz oder jede sonstige Hilfsorganisation für Internierte, die gegebenenfalls mit der Weiterleitung dieser Sendungen beauftragt sind, gebührend davon verständigt.

Wenn nötig, sind die Modalitäten der Beförderung von Einzel- und Sammelsendungen Gegenstand von Sondervereinbarungen zwischen den betreffenden Mächten, die jedoch den Empfang solcher Hilfssendungen durch die Internierten auf keinen Fall verzögern dürfen. Lebensmittel- und Kleidersendungen dürfen keine Bücher enthalten; ärztliche Hilfslieferungen sind in der Regel in Sammelpaketen zu senden.

#### Artikel 109

In Ermangelung von Sondervereinbarungen zwischen den am Konflikt beteiligten Parteien über das beim Empfang und bei der Verteilung von Sammel-Hilfssendungen zu befolgende Verfahren findet die dem vorliegenden Abkommen beigefügte Regelung über Sammel-Hilfssendungen Anwendung.

Die oben erwähnten Sondervereinbarungen dürfen auf keinen Fall das Recht der Interniertenausschüsse beschränken, die für die Internierten bestimmten Sammel-Hilfssendungen in Empfang zu nehmen, zu verteilen und darüber im Interesse der Empfänger zu verfügen.

Ebenso wenig dürfen sie das Recht der Vertreter der Schutzmacht, des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz und jeder sonstigen mit der Weiterleitung dieser Sammelsendungen beauftragten Hilfsorganisation für Internierte beschränken, ihre Verteilung unter die Empfänger zu überwachen.

#### Artikel 110

Alle für die Internierten bestimmten Hilfssendungen werden von sämtlichen Einfuhr-, Zoll- und anderen Gebühren befreit.

Einschließlich der Hilfspakete und Geldsendungen aus anderen Ländern sind alle Sendungen, die an die Internierten gerichtet oder von ihnen auf dem Postweg entweder unmittelbar oder durch Vermittlung der in Arti-

seignements prévus à l'article 136 et de l'Agence centrale de renseignements prévue à l'article 140, seront exempts de toute taxe postale aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires. A cet effet, notamment, les exemptions prévues dans la Convention postale universelle de 1947 et dans les arrangements de l'Union postale universelle, en faveur des civils de nationalité ennemie retenus dans des camps ou dans des prisons civiles, seront étendues aux autres personnes protégées internées sous le régime de la présente Convention. Les pays qui ne participent pas à ces arrangements seront tenus d'accorder les franchises prévues dans les mêmes conditions.

Les frais de transport des envois de secours destinés aux internés, qui, en raison de leur poids ou pour tout autre motif, ne peuvent pas leur être transmis par voie postale, seront à la charge de la Puissance détentrice dans tous les territoires placés sous son contrôle. Les autres Puissances parties à la Convention supporteront les frais de transport dans leurs territoires respectifs.

Les frais résultant du transport de ces envois, qui ne seraient pas couverts aux termes des alinéas précédents, seront à la charge de l'expéditeur.

Les Hautes Parties contractantes s'efforceront de réduire autant que possible les taxes télégraphiques pour les télégrammes expédiés par les internés ou qui leur sont adressés.

#### Article 111

Au cas où les opérations militaires empêcheraient les Puissances intéressées de remplir l'obligation qui leur incombe d'assurer le transport des envois prévus aux articles 106, 107, 108 et 113, les Puissances protectrices intéressées, le Comité international de la Croix-Rouge ou tout autre organisme agréé par les Parties au conflit, pourront entreprendre d'assurer le transport de ces envois avec les moyens adéquats (wagons, camions, bateaux ou avions, etc.). A cet effet, les Hautes Parties contractantes s'efforceront de leur procurer ces moyens de transport et d'en autoriser la circulation, notamment en accordant les sauf-conduits nécessaires.

Ces moyens de transport pourront également être utilisés pour acheminer:

- a) la correspondance, les listes et les rapports échangés entre l'Agence centrale de renseignements prévue à l'article 140 et les Bureaux nationaux prévus à l'article 136;
- b) la correspondance et les rapports concernant les internés que les Puissances protectrices, le Comité international de la Croix-Rouge ou tout autre organisme venant en

Information Bureaux provided for in Article 136 and the Central Information Agency provided for in Article 140, shall be exempt from all postal dues both in the countries of origin and destination and in intermediate countries. To this end, in particular, the exemption provided by the Universal Postal Convention of 1947 and by the agreements of the Universal Postal Union in favour of civilians of enemy nationality detained in camps or civilian prisons, shall be extended to the other interned persons protected by the present Convention. The countries not signatory to the above-mentioned agreements shall be bound to grant freedom from charges in the same circumstances.

The cost of transporting relief shipments which are intended for internees and which, by reason of their weight or any other cause, cannot be sent through the post office, shall be borne by the Detaining Power in all the territories under its control. Other Powers which are Parties to the present Convention shall bear the cost of transport in their respective territories.

Costs connected with the transport of such shipments, which are not covered by the above paragraphs, shall be charged to the senders.

The High Contracting Parties shall endeavour to reduce, so far as possible, the charges for telegrams sent by internees, or addressed to them.

#### Article 111

Should military operations prevent the Powers concerned from fulfilling their obligation to ensure the conveyance of the mail and relief shipments provided for in Articles 106, 107, 108 and 113, the Protecting Powers concerned, the International Committee of the Red Cross or any other organisation duly approved by the Parties to the conflict may undertake the conveyance of such shipments by suitable means (rail, motor vehicles, vessels or aircraft, etc.). For this purpose, the High Contracting Parties shall endeavour to supply them with such transport, and to allow its circulation, especially by granting the necessary safe-conducts.

Such transport may also be used to convey:

- a) correspondence, lists and reports exchanged between the Central Information Agency referred to in Article 140 and the National Bureaux referred to in Article 136;
- b) correspondence and reports relating to internees which the Protecting Powers, the International Committee of the Red Cross or any other organisation assisting the

kel 136 vorgesehenen Auskunftsbüros und der in Artikel 140 vorgesehenen zentralen Auskunftsstelle abgeschickt werden, sowohl in den Ursprungs- und Bestimmungs- wie auch in den Durchfuhrländern von allen Postgebühren befreit. Zu diesem Zwecke werden insbesondere die im Weltpostvertrag von 1947 und in den Vereinbarungen des Weltpostvereins zu Gunsten der in Lagern oder Zivilgefängnissen zurückgehaltenen Zivilpersonen feindlicher Nationalität vorgesehenen Ausnahmen auf die anderen unter dem Regime des vorliegenden Abkommens internierten geschützten Personen erstreckt. Länder, die an diesen Abmachungen nicht teilnehmen, sind gehalten, die vorgesehenen Gebührenerlasse unter den gleichen Bedingungen zu gewähren.

Die Kosten für die Beförderung der für die Internierten bestimmten Hilfssendungen, die ihres Gewichtes oder irgendeines anderen Grundes wegen nicht auf dem Postweg befördert werden können, gehen in allen im Herrschaftsbereich des Gewährsamstaates liegenden Gebieten zu dessen Lasten. Die anderen Vertragsparteien des vorliegenden Abkommens tragen die Beförderungskosten auf ihren Gebieten.

Die aus der Beförderung dieser Sendungen erwachsenden Kosten, die nach den Bestimmungen des vorstehenden Absatzes nicht gedeckt sind, gehen zu Lasten des Absenders.

Die Hohen Vertragsparteien werden sich bemühen, die Gebühren für von den Internierten aufgeborene oder an sie gerichtete Telegramme im Rahmen des Möglichen zu ermäßigen.

#### Artikel 111

Sollten Kampfhandlungen die in Frage kommenden Mächte daran hindern, die ihnen zufallende Verpflichtung zur Gewährleistung der Beförderung der in Artikel 106, 107, 108 und 113 vorgesehenen Sendungen zu erfüllen, so können die betreffenden Schutzmächte das Internationale Komitee vom Roten Kreuz oder jede sonstige von den am Konflikt beteiligten Parteien anerkannte Organisation übernehmen, die Beförderung dieser Sendungen mit passenden Mitteln (Eisenbahnen, Lastwagen, Schiffen oder Flugzeugen usw.) zu gewährleisten. Zu diesem Zwecke werden sich die Hohen Vertragsparteien bemühen, ihnen diese Beförderungsmittel zu verschaffen und sie zum Verkehr zuzulassen, insbesondere durch Ausstellung der notwendigen Geleitbriefe.

Diese Beförderungsmittel können ebenfalls verwendet werden zur Beförderung von

- a) Briefschaften, Listen und Berichten, die zwischen der im Artikel 140 vorgesehenen zentralen Auskunftsstelle und den in Artikel 136 vorgesehenen nationalen Büros ausgetauscht werden;
- b) Briefschaften und Berichten betreffend die Internierten, die von den Schutzmächten, dem Internationalen Komitee vom Roten Kreuz und jeder sonstigen Hilfsorganisation

aide aux internés échangent soit avec leurs propres délégués, soit avec les Parties au conflit.

internees exchange either with their own delegates or with the Parties to the conflict.

für Internierte entweder mit ihren eigenen Delegierten oder mit den am Konflikt beteiligten Parteien ausgetauscht werden.

Les présentes dispositions ne restreignent en rien le droit de toute Partie au conflit d'organiser, si elle le préfère, d'autres transports et de délivrer des sauf-conduits aux conditions qui pourront être convenues.

These provisions in no way detract from the right of any Party to the conflict to arrange other means of transport if it should so prefer, nor preclude the granting of safe-conducts, under mutually agreed conditions, to such means of transport.

Diese Bestimmungen beschränken keinesfalls das Recht jeder am Konflikt beteiligten Partei, wenn sie es vorzieht, andere Transporte zu organisieren und Geleitbriefe zu gegenseitig vereinbarten Bedingungen auszustellen.

Les frais occasionnés par l'emploi de ces moyens de transport seront supportés proportionnellement à l'importance des envois par les Parties au conflit dont les ressortissants bénéficient de ces services.

The costs occasioned by the use of such means of transport shall be borne, in proportion to the importance of the shipments, by the Parties to the conflict whose nationals are benefited thereby.

Die aus der Verwendung dieser Beförderungsmittel erwachsenden Kosten werden im Verhältnis der Wichtigkeit der Sendungen von den am Konflikt beteiligten Parteien, deren Angehörigen diese Dienste zugute kommen, getragen.

Article 112

La censure de la correspondance adressée aux internés ou expédiée par eux devra être faite dans le plus bref délai possible.

Article 112

The censoring of correspondence addressed to internees or despatched by them shall be done as quickly as possible.

Artikel 112

Die Zensur des an die Internierten gerichteten und von ihnen abgeschickten Schriftwechsels wird so schnell wie möglich vorgenommen.

Le contrôle des envois destinés aux internés ne devra pas s'effectuer dans des conditions telles qu'il compromette la conservation des denrées qu'ils contiennent et il se fera en présence du destinataire ou d'un camarade mandaté par lui. La remise des envois individuels ou collectifs aux internés ne pourra être retardée sous prétexte de difficultés de censure.

The examination of consignments intended for internees shall not be carried out under conditions that will expose the goods contained in them to deterioration. It shall be done in the presence of the addressee, or of a fellow-internee duly delegated by him. The delivery to internees of individual or collective consignments shall not be delayed under the pretext of difficulties of censorship.

Die Durchsicht der für die Internierten bestimmten Sendungen darf nicht unter Bedingungen erfolgen, welche die darin enthaltenen Lebensmittel dem Verderb aussetzen, und wird in Gegenwart des Empfängers oder eines von diesem beauftragten Kameraden vorgenommen. Die Abgabe der Einzel- oder Sammelsendungen an die Internierten darf nicht unter dem Vorwand von Zensurschwierigkeiten verzögert werden.

Toute interdiction de correspondance édictée par les Parties au conflit, pour des raisons militaires ou politiques, ne pourra être que temporaire et d'une durée aussi brève que possible.

Any prohibition of correspondence ordered by the Parties to the conflict either for military or political reasons, shall be only temporary and its duration shall be as short as possible.

Ein von einer am Konflikt beteiligten Partei aus militärischen oder politischen Gründen erlassenes Schriftwechselverbot darf nur vorübergehender Art sein und wird so kurz wie möglich befristet.

Article 113

Les Puissances détentrices assureront toutes les facilités raisonnables pour la transmission, par l'entremise de la Puissance protectrice ou de l'Agence centrale prévue à l'article 140 ou par d'autres moyens requis, de testaments, de procurations, ou de tous autres documents destinés aux internés ou qui émanent d'eux.

Article 113

The Detaining Powers shall provide all reasonable facilities for the transmission, through the Protecting Power or the Central Agency provided for in Article 140, or as otherwise required, of wills, powers of attorney, letters of authority, or any other documents intended for internees or despatched by them.

Artikel 113

Die Gewahrsamsstaaten gewähren jede angemessene Erleichterung zur Weiterleitung - sei es durch Vermittlung der Schutzmacht oder der in Artikel 140 vorgesehene Zentralstelle, sei es durch andere erforderliche Mittel - von Testamenten, Vollmachten oder allen anderen für die Internierten bestimmten oder von ihnen ausgehenden Urkunden.

Dans tous les cas, les Puissances détentrices faciliteront aux internés l'établissement et la légalisation en bonne et due forme de ces documents; elles les autoriseront en particulier à consulter un juriste.

In all cases the Detaining Powers shall facilitate the execution and authentication in due legal form of such documents on behalf of internees, in particular by allowing them to consult a lawyer.

In allen Fällen erleichtern die Gewahrsamsmächte den Internierten die formgerechte Erstellung und die amtliche Beglaubigung dieser Urkunden; insbesondere wird den Internierten der Verkehr mit einem Rechtsanwalt gestattet.

Article 114

La Puissance détentriche accordera aux internés toutes facilités compatibles avec le régime de l'internement et la législation en vigueur pour qu'ils puissent gérer leurs biens. A cet effet, elle pourra les autoriser à sortir du lieu d'internement, dans les cas urgents, et si les circonstances le permettent.

Article 114

The Detaining Power shall afford internees all facilities to enable them to manage their property, provided this is not incompatible with the conditions of internment and the law which is applicable. For this purpose, the said Power may give them permission to leave the place of internment in urgent cases and if circumstances allow.

Artikel 114

Der Gewahrsamsstaat gewährt den Internierten alle mit den Internierungsbedingungen und den in Kraft befindlichen Rechtsvorschriften zu vereinbarenden Erleichterungen zur Verwaltung ihres Eigentums. Er kann ihnen zu diesem Zwecke gestatten, den Internierungsort in dringenden Fällen, und wenn es die Umstände erlauben, zu verlassen.

Article 115

Dans tous les cas où un interné sera partie à un procès devant un tribunal quel qu'il soit, la Puissance détentriche devra, sur la demande de l'intéressé,

Article 115

In all cases where an internee is a party to proceedings in any court, the Detaining Power shall, if he so requests, cause the court to be informed

Artikel 115

In allen Fällen, in denen ein Internierter Partei in einem Prozeß vor irgendeinem Gericht ist, setzt der Gewahrsamsstaat auf Ersuchen des Be-

informer le tribunal de sa détention et devra, dans les limites légales, veiller à ce que soient prises toutes les mesures nécessaires pour qu'il ne subisse aucun préjudice du fait de son internement, en ce qui concerne la préparation et la conduite de son procès, ou l'exécution de tout jugement rendu par le tribunal.

#### Article 116

Chaque interné sera autorisé à recevoir à intervalles réguliers, et aussi fréquemment que possible, des visites et en premier lieu celles de ses proches.

En cas d'urgence et dans la mesure du possible, notamment en cas de décès ou de maladie grave d'un parent, l'interné sera autorisé à se rendre dans sa famille.

### CHAPITRE IX

#### Sactions pénales et disciplinaires

##### Article 117

Sous réserve des dispositions du présent chapitre, la législation en vigueur sur le territoire où ils se trouvent continuera de s'appliquer aux internés qui commettent des infractions pendant l'internement.

Si les lois, règlements ou ordres généraux déclarent punissables des actes commis par les internés, alors que les mêmes actes ne le sont pas quand ils sont commis par des personnes qui ne sont pas internées, ces actes ne pourront entraîner que des sanctions disciplinaires.

Un interné ne pourra, à raison du même fait ou du même chef d'accusation, être puni qu'une seule fois.

##### Article 118

Pour fixer la peine, les tribunaux ou autorités prendront en considération, dans la plus large mesure possible, le fait que le prévenu n'est pas un ressortissant de la Puissance détentric. Ils seront libres d'atténuer la peine prévue pour l'infraction dont est prévenu l'interné et ne seront pas tenus, à cet effet, d'observer le minimum de cette peine.

Sont interdites toutes incarcérations dans des locaux non éclairés par la lumière du jour et, d'une manière générale, toute forme quelconque de cruauté.

Les internés punis ne pourront, après avoir subi les peines qui leur auront été infligées disciplinairement ou judiciairement, être traités différemment des autres internés.

La durée de la détention préventive subie par un interné sera déduite de toute peine privative de liberté qui lui serait infligée disciplinairement ou judiciairement.

Les comités d'internés seront informés de toutes les procédures judiciaires engagées contre les internés dont ils sont les mandataires, ainsi que de leurs résultats.

of his detention and shall, within legal limits, ensure that all necessary steps are taken to prevent him from being in any way prejudiced, by reason of his internment, as regards the preparation and conduct of his case or as regards the execution of any judgment of the court.

#### Article 116

Every internee shall be allowed to receive visitors, especially near relatives, at regular intervals and as frequently as possible.

As far as is possible, internees shall be permitted to visit their homes in urgent cases, particularly in cases of death or serious illness of relatives.

### CHAPTER IX

#### Penal and Disciplinary Sanctions

##### Article 117

Subject to the provisions of the present Chapter, the laws in force in the territory in which they are detained will continue to apply to internees who commit offences during internment.

If general laws, regulations or orders declare acts committed by internees to be punishable, whereas the same acts are not punishable when committed by persons who are not internees, such acts shall entail disciplinary punishments only.

No internee may be punished more than once for the same act, or on the same count.

##### Article 118

The courts or authorities shall in passing sentence take as far as possible into account the fact that the defendant is not a national of the Detaining Power. They shall be free to reduce the penalty prescribed for the offence with which the internee is charged and shall not be obliged, to this end, to apply the minimum sentence prescribed.

Imprisonment in premises without daylight and, in general, all forms of cruelty without exception are forbidden.

Internees who have served disciplinary or judicial sentences shall not be treated differently from other internees.

The duration of preventive detention undergone by an internee shall be deducted from any disciplinary or judicial penalty involving confinement to which he may be sentenced.

Internee Committees shall be informed of all judicial proceedings instituted against internees whom they represent, and of their result.

treffenden das Gericht von seiner Internierung in Kenntnis und wacht innerhalb der rechtlichen Grenzen darüber, daß alle notwendigen Maßnahmen ergriffen werden, damit er seiner Internierung wegen keinerlei Nachteile in bezug auf die Vorbereitung und Durchführung seines Prozesses oder die Vollziehung jedes vom Gericht gefällten Urteils erleidet.

#### Artikel 116

Jeder Internierte wird ermächtigt, in regelmäßigen Abständen und so oft wie möglich Besuche, vor allem seiner nächsten Angehörigen, zu empfangen.

In dringlichen Fällen und soweit möglich, zumal in Todesfällen und bei ernstlichen Erkrankungen von Verwandten, wird dem Internierten gestattet, sich zu seiner Familie zu begeben.

### KAPITEL IX

#### Straf- und Disziplinarmaßnahmen

##### Artikel 117

Unter Vorbehalt der Bestimmungen dieses Kapitels gelten für Internierte, die während der Internierung eine strafbare Handlung begehen, die in dem Gebiet, in dem sie sich befinden, in Kraft befindlichen Rechtsvorschriften weiter.

Erklären allgemeine Gesetze, Verordnungen oder Anordnungen von Internierten begangene Handlungen als strafbar, während die gleichen Handlungen nicht strafbar sind, sofern sie durch nicht internierte Personen begangen werden, so dürfen diese Handlungen lediglich eine disziplinarische Bestrafung nach sich ziehen.

Ein Internierter darf nicht mehr als einmal für dieselbe Handlung oder auf Grund derselben Anklage bestraft werden.

##### Artikel 118

Bei der Strafzumessung haben die Gerichte oder Behörden soweit wie möglich die Tatsache zu berücksichtigen, daß der Angeklagte kein Angehöriger der Gewahrsamsmacht ist. Es bleibt ihnen anheimgestellt, das Strafmaß nach freiem Ermessen zu verringern, das für die dem Internierten zur Last gelegte strafbare Handlung vorgesehen ist; sie sind zu diesem Zwecke nicht an die vorgeschriebene Mindeststrafe gebunden.

Einkerkerungen in Räumen ohne Tageslicht und ganz allgemein alle Formen von Grausamkeit sind untersagt.

Internierte, die eine Disziplinar- oder Gerichtsstrafe verbüßt haben, werden nicht anders behandelt als die übrigen Internierten.

Die von einem Internierten erlittene Untersuchungshaft wird von jeder Freiheitsstrafe abgezogen, zu der er disziplinarisch oder gerichtlich verurteilt wird.

Die Interniertenausschüsse werden von allen gerichtlichen Verfahren und deren Ergebnis in Kenntnis gesetzt, die gegen durch sie vertretene Internierte durchgeführt werden.

## Article 119

Les peines disciplinaires applicables aux internés seront:

- 1) l'amende jusqu'à concurrence de 50 pour cent du salaire prévu à l'article 95 et cela pendant une période qui n'excédera pas trente jours;
- 2) la suppression d'avantages accordés en sus du traitement prévu par la présente Convention;
- 3) les corvées n'excédant pas deux heures par jour, et exécutées en vue de l'entretien du lieu d'internement;
- 4) les arrêts.

En aucun cas, les peines disciplinaires ne seront inhumaines, brutales ou dangereuses pour la santé des internés. Elles devront tenir compte de leur âge, de leur sexe et de leur état de santé.

La durée d'une même punition ne dépassera jamais un maximum de trente jours consécutifs, même dans les cas où un interné aurait à répondre disciplinairement de plusieurs faits, au moment où il est statué à son égard, que ces faits soient connexes ou non.

## Article 120

Les internés évadés, ou qui tentent de s'évader, qui seraient repris, ne seront passibles pour cet acte, même s'il y a récidive, que de peines disciplinaires.

En dérogation au troisième alinéa de l'article 118, les internés punis à la suite d'une évasion ou d'une tentative d'évasion pourront être soumis à un régime de surveillance spécial, à condition toutefois que ce régime n'affecte pas leur état de santé, qu'il soit subi dans un lieu d'internement et qu'il ne comporte la suppression d'aucune des garanties qui leur sont accordées par la présente Convention.

Les internés qui auront coopéré à une évasion ou à une tentative d'évasion ne seront passibles de ce chef que d'une punition disciplinaire.

## Article 121

L'évasion ou la tentative d'évasion, même s'il y a récidive, ne sera pas considérée comme une circonstance aggravante, dans le cas où l'interné serait déféré aux tribunaux pour des infractions commises au cours de l'évasion.

Les Parties au conflit veilleront à ce que les autorités compétentes usent d'indulgence dans l'appréciation de la question de savoir si une infraction commise par un interné doit être punie disciplinairement ou judiciairement, notamment en ce qui concerne les faits connexes à l'évasion ou à la tentative d'évasion.

## Article 122

Les faits constituant une faute contre la discipline feront l'objet d'une

## Article 119

The disciplinary punishment applicable to internees shall be the following:

- (1) A fine which shall not exceed 50 per cent of the wages which the internee would otherwise receive under the provisions of Article 95 during a period of not more than thirty days.
- (2) Discontinuance of privileges granted over and above the treatment provided for by the present Convention.
- (3) Fatigue duties, not exceeding two hours daily, in connection with the maintenance of the place of internment.
- (4) Confinement.

In no case shall disciplinary penalties be inhuman, brutal or dangerous for the health of internees. Account shall be taken of the internee's age, sex and state of health.

The duration of any single punishment shall in no case exceed a maximum of thirty consecutive days, even if the internee is answerable for several breaches of discipline when his case is dealt with, whether such breaches are connected or not.

## Article 120

Internees who are recaptured after having escaped or when attempting to escape, shall be liable only to disciplinary punishment in respect of this act, even if it is a repeated offence.

Article 118, paragraph 3, notwithstanding, internees punished as a result of escape or attempt to escape, may be subjected to special surveillance, on condition that such surveillance does not affect the state of their health, that it is exercised in a place of internment and that it does not entail the abolition of any of the safeguards granted by the present Convention.

Internees who aid and abet an escape or attempt to escape, shall be liable on this count to disciplinary punishment only.

## Article 121

Escape, or attempt to escape, even if it is a repeated offence, shall not be deemed an aggravating circumstance in cases where an internee is prosecuted for offences committed during his escape.

The Parties to the conflict shall ensure that the competent authorities exercise leniency in deciding whether punishment inflicted for an offence shall be of a disciplinary or judicial nature, especially in respect of acts committed in connection with an escape, whether successful or not.

## Article 122

Acts which constitute offences against discipline shall be investigated

## Artikel 119

Die auf Internierte anwendbaren Disziplinarstrafen sind die folgenden:

1. Buße bis zu 50 v. H. der in Artikel 95 vorgesehenen Entlohnung, und zwar nur während einer Zeitspanne von höchstens dreißig Tagen;
2. Entzug von Vorteilen, welche über die im vorliegenden Abkommen vorgesehene Behandlung hinausgehend gewährt wurden;
3. Arbeitsdienst von höchstens zwei Stunden täglich, der im Interesse der Instandhaltung des Internierungsortes zu leisten ist;
4. Arrest.

Keinesfalls dürfen Disziplinarstrafen unmenschlich, grausam oder der Gesundheit der Internierten abträglich sein; Alter, Geschlecht und Gesundheitszustand sind zu berücksichtigen

Die Dauer einer einzigen Strafe darf ein Höchstmaß von dreißig aufeinanderfolgenden Tagen nicht überschreiten, auch dann nicht, wenn ein Internierter im Zeitpunkt der Behandlung seines Falles sich wegen verschiedener Disziplinarvergehen zu verantworten hat, gleichgültig, ob diese Handlungen miteinander in Zusammenhang stehen oder nicht.

## Artikel 120

Auf der Flucht oder bei Fluchtversuchen wieder ergriffene Internierte dürfen für diese Handlung, selbst im Wiederholungsfall, lediglich disziplinarisch bestraft werden.

Ungeachtet von Artikel 118 Absatz 3 können wegen Flucht oder Fluchtversuches bestrafte Internierte einer besonderen Aufsicht unterstellt werden, jedoch nur unter der Bedingung, daß diese Überwachung ihren Gesundheitszustand nicht beeinträchtigt, an einem Internierungsort durchgeführt wird und keinen Entzug irgendwelcher ihnen durch das vorliegende Abkommen verbürgten Rechte umfaßt.

Internierte, die an einer Flucht oder an einem Fluchtversuch mitgewirkt haben, dürfen deswegen nur disziplinarisch bestraft werden.

## Artikel 121

Flucht oder Fluchtversuch, auch im Wiederholungsfall, dürfen nicht als erschwerende Umstände in Fällen betrachtet werden, in denen ein Internierter wegen einer während seiner Flucht begangenen strafbaren Handlung gerichtlich verfolgt wird.

Die am Konflikt beteiligten Parteien wachen darüber, daß die zuständigen Behörden bei der Prüfung der Frage, ob eine durch einen Internierten begangene Verfehlung disziplinarisch oder gerichtlich zu bestrafen ist, Nachsicht walten lassen, zumal in bezug auf Handlungen, die mit einer Flucht oder einem Fluchtversuch im Zusammenhang stehen.

## Artikel 122

Handlungen, die einen Verstoß gegen die Disziplin darstellen, werden



enquête immédiate. Il en sera notamment ainsi pour l'évasion ou la tentative d'évasion, et l'interné repris sera remis aussitôt que possible aux autorités compétentes.

Pour tous les internés, la détention préventive en cas de faute disciplinaire sera réduite au strict minimum et elle n'excédera pas quatorze jours; dans tous les cas sa durée sera déduite de la peine privative de liberté qui serait infligée.

Les dispositions des articles 124 et 125 s'appliqueront aux internés détenus préventivement pour faute disciplinaire.

#### Article 123

Sans préjudice de la compétence des tribunaux et des autorités supérieures, les peines disciplinaires ne pourront être prononcées que par le commandant du lieu d'internement ou par un officier ou un fonctionnaire responsable à qui il aura délégué son pouvoir disciplinaire.

Avant que ne soit prononcée une peine disciplinaire, l'interné inculpé sera informé avec précision des faits qui lui sont reprochés. Il sera autorisé à justifier sa conduite, à se défendre, à faire entendre des témoins et à recourir, en cas de nécessité, aux offices d'un interprète qualifié. La décision sera prononcée en présence de l'inculpé et d'un membre du Comité d'internés.

Il ne s'écoulera pas plus d'un mois entre la décision disciplinaire et son exécution.

Lorsqu'un interné sera frappé d'une nouvelle peine disciplinaire, un délai de trois jours au moins séparera l'exécution de chacune des peines, dès que la durée d'une d'elles sera de dix jours ou plus.

Le commandant du lieu d'internement devra tenir un registre des peines disciplinaires prononcées qui sera mis à la disposition des représentants de la Puissance protectrice.

#### Article 124

En aucun cas, les internés ne pourront être transférés dans des établissements pénitentiaires (prisons, pénitenciers, bagnes, etc.) pour y subir des peines disciplinaires.

Les locaux dans lesquels seront subies les peines disciplinaires seront conformes aux exigences de l'hygiène, et comporteront notamment un matériel de couchage suffisant; les internés punis seront mis à même de se tenir en état de propreté.

Les femmes internées, subissant une peine disciplinaire, seront détenues dans des locaux distincts de ceux des hommes et seront placées sous la surveillance immédiate de femmes.

immediately. This rule shall be applied, in particular, in cases of escape or attempt to escape. Recaptured internees shall be handed over to the competent authorities as soon as possible.

In cases of offences against discipline, confinement awaiting trial shall be reduced to an absolute minimum for all internees, and shall not exceed fourteen days. Its duration shall in any case be deducted from any sentence of confinement.

The provisions of Articles 124 and 125 shall apply to internees who are in confinement awaiting trial for offences against discipline.

#### Article 123

Without prejudice to the competence of courts and higher authorities, disciplinary punishment may be ordered only by the commandant of the place of internment, or by a responsible officer or official who replaces him, or to whom he has delegated his disciplinary powers.

Before any disciplinary punishment is awarded, the accused internee shall be given precise information regarding the offences of which he is accused, and given an opportunity of explaining his conduct and of defending himself. He shall be permitted, in particular, to call witnesses and to have recourse, if necessary, to the services of a qualified interpreter. The decision shall be announced in the presence of the accused and of a member of the Internee Committee.

The period elapsing between the time of award of a disciplinary punishment and its execution shall not exceed one month.

When an internee is awarded a further disciplinary punishment, a period of at least three days shall elapse between the execution of any two of the punishments, if the duration of one of these is ten days or more.

A record of disciplinary punishments shall be maintained by the commandant of the place of internment and shall be open to inspection by representatives of the Protecting Power.

#### Article 124

Internees shall not in any case be transferred to penitentiary establishments (prisons, penitentiaries, convict prisons, etc.) to undergo disciplinary punishment therein.

The premises in which disciplinary punishments are undergone shall conform to sanitary requirements; they shall in particular be provided with adequate bedding. Internees undergoing punishment shall be enabled to keep themselves in a state of cleanliness.

Women internees undergoing disciplinary punishment shall be confined in separate quarters from male internees and shall be under the immediate supervision of women.

unverzüglich untersucht. Dies gilt namentlich in Fällen von Flucht oder Fluchtversuch; wiederergriffene Internierte werden so schnell wie möglich den zuständigen Behörden übergeben.

Für alle Internierten wird die Untersuchungshaft in Disziplinarfällen auf das unbedingt notwendige Mindestmaß beschränkt; sie darf vierzehn Tage nicht überschreiten; in allen Fällen wird ihre Dauer von der unter Umständen verhängten Freiheitsstrafe abgezogen.

Die Bestimmungen der Artikel 124 und 125 finden auf Internierte Anwendung, die sich wegen eines Disziplinarvergehens in Untersuchungshaft befinden.

#### Artikel 123

Unbeschadet der Zuständigkeit der Gerichte und höheren Behörden können Disziplinarstrafen nur vom Kommandanten des Internierungsortes oder von einem verantwortlichen Offizier oder Beamten, dem er seine Disziplinarstrafgewalt übertragen hat, verhängt werden.

Bevor eine Disziplinarstrafe verhängt wird, wird der angeklagte Internierte genau über die Tatsachen ins Bild gesetzt, die ihm vorgeworfen werden. Es wird ihm gestattet, sein Verhalten zu rechtfertigen, sich zu verteidigen, Zeugen vernehmen zu lassen, und, falls notwendig, die Hilfe eines befähigten Dolmetschers in Anspruch zu nehmen. Der Entscheid wird in Gegenwart des Angeklagten und eines Mitglieds des Interniertenausschusses gefällt.

Zwischen dem Disziplinarscheid und seinem Vollzug darf nicht mehr als ein Monat verstreichen.

Erhält ein Internierter eine weitere Disziplinarstrafe, so muß zwischen dem Vollzug jeder der Strafen ein Zeitraum von mindestens drei Tagen liegen, sobald eine von ihnen neun Tage überschreitet.

Der Kommandant des Internierungsortes hat ein Disziplinarstrafregister zu führen, das von Vertretern der Schutzmacht eingesehen werden kann.

#### Artikel 124

Auf keinen Fall dürfen Internierte in Strafanstalten (Kerker, Zuchthäuser, Gefängnisse) überführt werden, um dort Disziplinarstrafen zu verbüßen.

Die Örtlichkeiten, in denen Disziplinarstrafen zu verbüßen sind, müssen den hygienischen Anforderungen genügen und namentlich mit einer ausreichenden Schlafgelegenheit versehen sein; den bestraften Internierten muß ermöglicht werden, sich sauber zu halten.

Internierte Frauen, die eine Disziplinarstrafe verbüßen, werden in von den Männerabteilungen getrennten Räumen in Haft gehalten und unter die unmittelbare Überwachung durch Frauen gestellt.

Article 125

Les internés punis disciplinairement auront la faculté de prendre chaque jour de l'exercice et d'être en plein air pendant au moins deux heures.

Ils seront autorisés, sur leur demande, à se présenter à la visite médicale quotidienne; ils recevront les soins que nécessite leur état de santé et, le cas échéant, seront évacués sur l'infirmerie du lieu d'internement ou sur un hôpital.

Ils seront autorisés à lire et à écrire, ainsi qu'à expédier et à recevoir des lettres. En revanche, les colis et les envois d'argent pourront ne leur être délivrés qu'à l'expiration de la peine; ils seront confiés, en attendant, au Comité d'internés qui remettra à l'infirmerie les denrées périssables se trouvant dans ces colis.

Aucun interné puni disciplinairement ne pourra être privé du bénéfice des dispositions des articles 107 et 143.

Article 126

Les articles 71 à 76 inclus seront appliqués par analogie aux procédures engagées contre des internés se trouvant sur le territoire national de la Puissance détentrice.

CHAPITRE X

Transfert des internés

Article 127

Le transfert des internés s'effectuera toujours avec humanité. Il y sera procédé, en règle générale, par chemin de fer ou par d'autres moyens de transport et dans des conditions au moins égales à celles dont bénéficient les troupes de la Puissance détentrice dans leurs déplacements. Si, exceptionnellement, des transferts doivent être faits à pied, ils ne pourront avoir lieu que si l'état physique des internés le permet et ne devront en aucun cas leur imposer de fatigues excessives.

La Puissance détentrice fournira aux internés, pendant le transfert, de l'eau potable et de la nourriture en quantité, qualité et variété suffisantes pour les maintenir en bonne santé, ainsi que les vêtements, les abris convenables et les soins médicaux nécessaires. Elle prendra toutes les précautions utiles pour assurer leur sécurité pendant le transfert et elle établira, avant leur départ, la liste complète des internés transférés.

Les internés malades, blessés ou infirmes, ainsi que les femmes en couches ne seront pas transférés tant que leur santé pourrait être compromise par le voyage, à moins que leur sécurité ne l'exige impérieusement.

Si le front se rapproche d'un lieu d'internement, les internés qui s'y trouvent ne seront transférés que si leur transfert peut s'effectuer dans des

Article 125

Internees awarded disciplinary punishment shall be allowed to exercise and to stay in the open air at least two hours daily.

They shall be allowed, if they so request, to be present at the daily medical inspections. They shall receive the attention which their state of health requires and, if necessary, shall be removed to the infirmary of the place of internment or to a hospital.

They shall have permission to read and write, likewise to send and receive letters. Parcels and remittances of money, however, may be withheld from them until the completion of their punishment; such consignments shall meanwhile be entrusted to the Internee Committee, who will hand over to the infirmary the perishable goods contained in the parcels.

No internee given a disciplinary punishment may be deprived of the benefit of the provisions of Articles 107 and 143 of the present Convention.

Article 126

The provisions of Articles 71 to 76 inclusive shall apply, by analogy, to proceedings against internees who are in the national territory of the Detaining Power.

CHAPTER X

Transfers of Internees

Article 127

The transfer of internees shall always be effected humanely. As a general rule, it shall be carried out by rail or other means of transport, and under conditions at least equal to those obtaining for the forces of the Detaining Power in their changes of station. If, as an exceptional measure, such removals have to be effected on foot, they may not take place unless the internees are in a fit state of health, and may not in any case expose them to excessive fatigue.

The Detaining Power shall supply internees during transfer with drinking water and food sufficient in quantity, quality and variety to maintain them in good health, and also with the necessary clothing, adequate shelter and the necessary medical attention. The Detaining Power shall take all suitable precautions to ensure their safety during transfer, and shall establish before their departure a complete list of all internees transferred.

Sick, wounded or infirm internees and maternity cases shall not be transferred if the journey would be seriously detrimental to them unless their safety imperatively so demands

If the combat zone draws close to a place of internment, the internees in the said place shall not be transferred, unless their removal can be carried

Artikel 125

Disziplinarisch bestrafte Internierte können sich täglich mindestens zwei Stunden im Freien bewegen und aufhalten.

Es wird ihnen gestattet, sich auf Verlangen bei der täglichen Arztvisite zu melden; sie erhalten die Pflege, die ihr Gesundheitszustand erfordert, und werden gegebenenfalls in die Krankenstation des Internierungsortes oder ein Krankenhaus überführt.

Sie erhalten die Erlaubnis zu lesen und zu schreiben, Briefe abzuschicken und zu empfangen. Pakete und Geldsendungen dagegen können ihnen bis nach Verbüßung der Strafe vorenthalten werden; in der Zwischenzeit werden diese dem Interniertenausschuß anvertraut, der die in den Paketen befindlichen verderblichen Lebensmittel der Krankenstation übergibt.

Kein disziplinarisch bestraffter Internierter darf des Genusses der Bestimmungen von Artikel 107 und 143 beraubt werden.

Artikel 126

Die Artikel 71 bis 76 (einschließlich) finden entsprechend auf Verfahren Anwendung, welche gegen Internierte durchgeführt werden, die sich auf dem eigenen Gebiete des Gewahrsamsstaates befinden.

KAPITEL X

Verlegung von Internierten

Artikel 127

Verlegungen von Internierten werden stets mit Menschlichkeit durchgeführt. In der Regel erfolgen sie mit der Eisenbahn oder anderen Beförderungsmitteln und mindestens unter den gleichen Bedingungen, deren die Truppen der Gewahrsamsmacht bei ihren Verlegungen teilhaftig werden. Müssen derartige Verlegungen ausnahmsweise zu Fuß durchgeführt werden, so dürfen sie nur stattfinden, wenn der Gesundheitszustand der Internierten es erlaubt; auf keinen Fall dürfen diese dadurch übermäßigen Anstrengungen ausgesetzt sein.

Der Gewahrsamsstaat versorgt die Internierten während der Verlegung mit Trinkwasser und Nahrungsmitteln in genügender Menge, Güte und Abwechslung, um sie bei guter Gesundheit zu erhalten; er sorgt ebenfalls für die notwendige Bekleidung, angemessene Unterkunft und die erforderliche ärztliche Pflege. Ferner trifft er alle zweckdienlichen Vorsichtsmaßnahmen, um die Sicherheit der Internierten während der Verlegung zu gewährleisten; vor der Abreise stellt er eine vollständige Liste der zu verlegenden Internierten auf.

Kranke, verwundete oder gebrechliche Internierte sowie Wöchnerinnen werden nicht verlegt, wenn die Reise ihre Gesundheit beeinträchtigen könnte, es sei denn, daß ihre Sicherheit es unbedingt erfordert.

Nähert sich die Front dem Internierungsort, so dürfen die dort befindlichen Internierten nur verlegt werden, wenn dies unter ausreichenden Sicher-

conditions suffisantes de sécurité, ou s'ils courent de plus grands risques à rester sur place qu'à être transférés.

La Puissance détentrice, en décidant le transfert des internés, devra tenir compte de leurs intérêts, en vue notamment de ne pas accroître les difficultés du rapatriement ou du retour au lieu de leur domicile.

#### Article 128

En cas de transfert, les internés seront avisés officiellement de leur départ et de leur nouvelle adresse postale; cet avis leur sera donné assez tôt pour qu'ils puissent préparer leurs bagages et avertir leur famille.

Ils seront autorisés à emporter leurs effets personnels, leur correspondance et les colis arrivés à leur adresse; le poids de ces bagages pourra être réduit si les circonstances du transfert l'exigent, mais en aucun cas à moins de vingt-cinq kilos par interné.

La correspondance et les colis adressés à leur ancien lieu d'internement leur seront transmis sans délai.

Le commandant du lieu d'internement prendra, d'entente avec le Comité d'internés, les mesures nécessaires pour effectuer le transfert des biens collectifs des internés et des bagages que les internés ne pourraient emporter avec eux, en raison d'une limitation prise en vertu du deuxième alinéa du présent article.

### CHAPITRE XI

#### Décès

##### Article 129

Les internés pourront remettre leurs testaments aux autorités responsables qui en assureront la garde. En cas de décès des internés, ces testaments seront transmis promptement aux personnes désignées par les internés.

Le décès de chaque interné sera constaté par un médecin, et un certificat exposant les causes du décès et les conditions dans lesquelles il s'est produit sera établi.

Un acte de décès officiel, dûment enregistré, sera établi conformément aux prescriptions en vigueur sur le territoire où est situé le lieu d'internement et une copie certifiée conforme en sera adressée rapidement à la Puissance protectrice ainsi qu'à l'Agence centrale prévue à l'article 140.

##### Article 130

Les autorités détentrices veilleront à ce que les internés décédés en captivité soient enterrés honorablement, si possible selon les rites de la religion à laquelle ils appartenaient, et que leurs tombes soient respectées,

out in adequate conditions of safety, or unless they are exposed to greater risks by remaining on the spot than by being transferred.

When making decisions regarding the transfer of internees, the Detaining Power shall take their interests into account and, in particular, shall not do anything to increase the difficulties of repatriating them or returning them to their own homes.

#### Article 128

In the event of transfer, internees shall be officially advised of their departure and of their new postal address. Such notification shall be given in time for them to pack their luggage and inform their next of kin.

They shall be allowed to take with them their personal effects, and the correspondence and parcels which have arrived for them. The weight of such baggage may be limited if the conditions of transfer so require, but in no case to less than twenty-five kilograms per internee.

Mail and parcels addressed to their former place of internment shall be forwarded to them without delay.

The commandant of the place of internment shall take, in agreement with the Internee Committee, any measures needed to ensure the transport of the internees' community property and of the luggage the internees are unable to take with them in consequence of restrictions imposed by virtue of the second paragraph.

### CHAPTER XI

#### Deaths

##### Article 129

The wills of internees shall be received for safe-keeping by the responsible authorities; and in the event of the death of an internee his will shall be transmitted without delay to a person whom he has previously designated.

Deaths of internees shall be certified in every case by a doctor, and a death certificate shall be made out, showing the causes of death and the conditions under which it occurred.

An official record of the death, duly registered, shall be drawn up in accordance with the procedure relating thereto in force in the territory where the place of internment is situated, and a duly certified copy of such record shall be transmitted without delay to the Protecting Power as well as to the Central Agency referred to in Article 140.

##### Article 130

The detaining authorities shall ensure that internees who die while interned are honourably buried, if possible according to the rites of the religion to which they belonged, and that their graves are respected, properly

heitsbedingungen geschehen kann oder wenn sie durch Verbleib an Ort und Stelle größeren Gefahren ausgesetzt sind, als dies bei einer Verlegung der Fall wäre.

Beim Entscheid über die etwaige Verlegung von Internierten berücksichtigt der Gewahrsamsstaat die Interessen derselben; insbesondere unternimmt er nichts, was die Schwierigkeiten bei ihrer Heimtschaffung oder ihrer Heimkehr in ihren Wohnort vergrößern könnte.

#### Artikel 128

In Verlegungsfällen werden die Internierten amtlich von ihrer Abreise und ihrer neuen Postanschrift in Kenntnis gesetzt; diese Mitteilung wird ihnen so frühzeitig gemacht, daß sie ihr Gepäck vorbereiten und ihre Familien benachrichtigen können.

Es wird ihnen gestattet, ihre persönlichen Sachen, ihre Briefschaften und die für sie eingetroffenen Pakete mitzunehmen; das Gewicht dieses Gepäcks kann, falls die Umstände der Verlegung es erfordern, beschränkt werden, jedoch keinesfalls auf weniger als 25 kg für jeden Internierten.

Die Briefschaften und Pakete, die an ihren ehemaligen Internierungsort gerichtet werden, werden ihnen ohne Verzug nachgeschickt.

Der Kommandant des Internierungsortes ergreift gemeinsam mit dem Interniertenausschuß die notwendigen Maßnahmen, um die Überführung des Gemeinschaftseigentums der Internierten und des Gepäcks sicherzustellen, das die Internierten infolge einer auf Grund von Absatz 2 dieses Artikels verordneten Beschränkung nicht mit sich nehmen können.

### KAPITEL XI

#### Todesfälle

##### Artikel 129

Die Internierten können ihre Testamente den verantwortlichen Behörden übergeben; diese gewährleisten deren sichere Aufbewahrung. Im Falle des Ablebens eines Internierten wird sein Testament ohne Verzug den durch ihn bezeichneten Personen zugestellt.

Der Tod eines Internierten muß durch einen Arzt festgestellt werden; über die Todesursachen und die Umstände, unter welchen der Tod eintrat, wird eine Bescheinigung ausgestellt.

Gemäß den im Staatsgebiet des betreffenden Internierungsortes geltenden Vorschriften wird eine ordnungsmäßig registrierte amtliche Todesurkunde ausgefertigt; eine beglaubigte Abschrift davon wird ohne Verzug der Schutzmacht sowie der in Artikel 140 vorgesehenen Zentralstelle übermittelt.

##### Artikel 130

Die Gewahrsamsbehörden sorgen dafür, daß in der Gefangenschaft verstorbene Internierte mit allen Ehren, wenn möglich gemäß den Riten der Religion, der sie angehörten, bestattet werden, daß ihre Gräber geachtet, an-

convenablement entretenues et marquées de façon à pouvoir toujours être retrouvées

Les internés décédés seront enterrés individuellement, sauf le cas de force majeure qui imposerait une tombe collective. Les corps ne pourront être incinérés que pour d'impérieuses raisons d'hygiène ou en raison de la religion du décédé ou encore s'il en a exprimé le désir. En cas d'incinération, il en sera fait mention avec indication des motifs sur l'acte de décès des internés. Les cendres seront conservées avec soin par les autorités détentrices et seront remises aussi rapidement que possible aux proches parents, s'ils le demandent.

Dès que les circonstances le permettront et au plus tard à la fin des hostilités, la Puissance détentrice transmettra, par l'intermédiaire des Bureaux de renseignements prévus à l'article 136, aux Puissances dont les internés décédés dépendaient, des listes des tombes des internés décédés. Ces listes donneront tous détails nécessaires à l'identification des internés décédés et à la localisation exacte de ces tombes.

#### Article 131

Tout décès ou toute blessure grave d'un interné causés ou suspects d'avoir été causés par une sentinelle, par un autre interné ou par toute autre personne, ainsi que tout décès dont la cause est inconnue seront suivis immédiatement d'une enquête officielle de la Puissance détentrice.

Une communication à ce sujet sera faite immédiatement à la Puissance protectrice. Les dépositions de tout témoin seront recueillies; un rapport les contenant sera établi et communiqué à ladite Puissance.

Si l'enquête établit la culpabilité d'une ou de plusieurs personnes, la Puissance détentrice prendra toutes mesures pour la poursuite judiciaire du ou des responsables.

### CHAPITRE XII

#### Libération, rapatriement et hospitalisation en pays neutre

##### Article 132

Toute personne internée sera libérée par la Puissance détentrice, dès que les causes qui ont motivé son internement n'existeront plus.

En outre, les Parties au conflit s'efforceront de conclure, pendant la durée des hostilités, des accords en vue de la libération, du rapatriement, du retour au lieu de domicile ou de l'hospitalisation en pays neutre de certaines catégories d'internés, et notamment des enfants, des femmes enceintes et des mères avec nourrissons et enfants en bas âge, des blessés et malades ou des internés ayant subi une longue captivité.

maintained, and marked in such a way that they can always be recognised.

Deceased internees shall be buried in individual graves unless unavoidable circumstances require the use of collective graves. Bodies may be cremated only for imperative reasons of hygiene, on account of the religion of the deceased or in accordance with his expressed wish to this effect. In case of cremation, the fact shall be stated and the reasons given in the death certificate of the deceased. The ashes shall be retained for safe-keeping by the detaining authorities and shall be transferred as soon as possible to the next of kin on their request.

As soon as circumstances permit, and not later than the close of hostilities, the Detaining Power shall forward lists of graves of deceased internees to the Powers on whom the deceased internees depended through the Information Bureaux provided for in Article 136. Such lists shall include all particulars necessary for the identification of the deceased internees, as well as the exact location of their graves.

#### Article 131

Every death or serious injury of an internee, caused or suspected to have been caused by a sentry, another internee or any other person, as well as any death the cause of which is unknown, shall be immediately followed by an official enquiry by the Detaining Power.

A communication on this subject shall be sent immediately to the Protecting Power. The evidence of any witnesses shall be taken, and a report including such evidence shall be prepared and forwarded to the said Protecting Power.

If the enquiry indicates the guilt of one or more persons, the Detaining Power shall take all necessary steps to ensure the prosecution of the person or persons responsible.

### CHAPTER XII

#### Release, Repatriation and Accommodation in Neutral Countries

##### Article 132

Each interned person shall be released by the Detaining Power as soon as the reasons which necessitated his internment no longer exist.

The Parties to the conflict shall, moreover, endeavour during the course of hostilities, to conclude agreements for the release, the repatriation, the return to places of residence or the accommodation in a neutral country of certain classes of internees, in particular children, pregnant women and mothers with infants and young children, wounded and sick, and internees who have been detained for a long time.

gemessen instandgehalten und so gekennzeichnet werden, daß sie jederzeit wieder aufgefunden werden können.

Die verstorbenen Internierten werden einzeln bestattet, sofern nicht die Beisetzung in einem Gemeinschaftsgrab infolge höherer Gewalt unumgänglich ist. Leichen dürfen nur aus zwingenden hygienischen Gründen oder gemäß der Religion des Verstorbenen oder auf seinen eigenen Wunsch eingeäschert werden. Im Falle einer Einäscherung wird diese Tatsache unter Angabe der Gründe auf der Todesurkunde des Verstorbenen vermerkt. Die Asche wird von den Gewahrsamsbehörden sorgfältig aufbewahrt und den nahen Verwandten auf Verlangen so schnell wie möglich ausgehändigt.

Sobald die Umstände es gestatten, spätestens aber bei Beendigung der Feindseligkeiten, übersendet der Gewahrsamsstaat durch Vermittlung des in Artikel 136 vorgesehenen Auskunftsbüros den Mächten, denen die verstorbenen Internierten angehörten, deren Gräberlisten. Diese Listen enthalten alle Einzelheiten, die zur Identifizierung der verstorbenen Internierten und zur Feststellung ihrer Gräber notwendig sind.

#### Artikel 131

Nach jedem Todesfall oder jeder schweren Verletzung eines Internierten, die durch einen Posten, einen anderen Internierten oder irgendeine andere Person verursacht wurden oder verursacht sein könnten, sowie nach jedem Todesfall, dessen Ursache unbekannt ist, wird von dem Gewahrsamsstaat unverzüglich eine amtliche Untersuchung eingeleitet.

Der Schutzmacht wird darüber sofort Mitteilung gemacht. Die Aussagen aller Zeugen werden aufgenommen; ein diese Aussagen enthaltender Bericht wird abgefaßt und der genannten Macht übersandt.

Erweist die Untersuchung die Schuld einer oder mehrerer Personen, so ergreift der Gewahrsamsstaat alle Maßnahmen zur gerichtlichen Verfolgung der verantwortlichen Person oder Personen.

### KAPITEL XII

#### Freilassung, Heimschaffung und Hospitalisierung in neutralen Ländern

##### Artikel 132

Jede internierte Person wird vom Gewahrsamsstaat freigelassen, sobald die Gründe, welche ihre Internierung verursacht haben, nicht mehr bestehen.

Außerdem werden sich die am Konflikt beteiligten Parteien bemühen, während der Dauer der Feindseligkeiten Vereinbarungen über die Freilassung, die Heimschaffung, die Rückkehr an den Wohnort oder die Hospitalisierung gewisser Interniertenkategorien in neutralen Ländern, insbesondere von Kindern, schwangeren Frauen und Müttern mit Säuglingen und kleinen Kindern, Verwundeten und Kranken oder seit längerer Zeit festgehaltenen Internierten, zu treffen.

## Article 133

L'internement cessera le plus rapidement possible après la fin des hostilités.

Toutefois, les internés sur le territoire d'une Partie au conflit, qui seraient sous le coup d'une poursuite pénale pour des infractions qui ne sont pas exclusivement passibles d'une peine disciplinaire, pourront être retenus jusqu'à la fin de la procédure et, le cas échéant, jusqu'à l'expiration de la peine. Il en sera de même pour ceux qui ont été condamnés antérieurement à une peine privative de liberté.

Par accord entre la Puissance détenrice et les Puissances intéressées, des commissions devront être instituées, après la fin des hostilités ou de l'occupation du territoire, pour rechercher les internés dispersés.

## Article 134

Les Hautes Parties contractantes s'efforceront, à la fin des hostilités ou de l'occupation, d'assurer le retour de tous les internés à leur dernière résidence, ou de faciliter leur rapatriement.

## Article 135

La Puissance détenrice supportera les frais de retour des internés libérés aux lieux où ils résidaient au moment de leur internement ou, si elle les a appréhendés au cours de leur voyage ou en haute mer, les frais nécessaires pour leur permettre de terminer leur voyage ou de retourner à leur point de départ.

Si la Puissance détenrice refuse la permission de résider sur son territoire à un interné libéré qui, précédemment, y avait son domicile régulier, elle paiera les frais de son rapatriement. Si, cependant, l'interné préfère rentrer dans son pays sous sa propre responsabilité, ou pour obéir au gouvernement auquel il doit allégeance, la Puissance détenrice n'est pas tenue de payer ces dépenses au-delà de son territoire. La Puissance détenrice ne sera pas tenue de payer les frais de rapatriement d'un interné qui aurait été interné sur sa propre demande.

Si les internés sont transférés conformément à l'article 45, la Puissance qui les transfère et celle qui les accueille s'entendront sur la part des frais qui devront être supportés par chacune d'elles.

Lesdites dispositions ne devront pas porter atteinte à des arrangements spéciaux qui pourraient être conclus entre les Parties au conflit au sujet de l'échange et du rapatriement de leurs ressortissants en mains ennemies.

## Article 133

Internment shall cease as soon as possible after the close of hostilities.

Internees in the territory of a Party to the conflict against whom penal proceedings are pending for offences not exclusively subject to disciplinary penalties, may be detained until the close of such proceedings and, if circumstances require, until the completion of the penalty. The same shall apply to internees who have been previously sentenced to a punishment depriving them of liberty.

By agreement between the Detaining Power and the Powers concerned, committees may be set up after the close of hostilities, or of the occupation of territories, to search for dispersed internees.

## Article 134

The High Contracting Parties shall endeavour, upon the close of hostilities or occupation, to ensure the return of all internees to their last place of residence, or to facilitate their repatriation.

## Article 135

The Detaining Power shall bear the expense of returning released internees to the places where they were residing when interned, or, if it took them into custody while they were in transit or on the high seas, the cost of completing their journey or of their return to their point of departure.

Where a Detaining Power refuses permission to reside in its territory to a released internee who previously had his permanent domicile therein, such Detaining Power shall pay the cost of the said internee's repatriation. If, however, the internee elects to return to his country on his own responsibility or in obedience to the Government of the Power to which he owes allegiance, the Detaining Power need not pay the expenses of his journey beyond the point of his departure from its territory. The Detaining Power need not pay the costs of repatriation of an internee who was interned at his own request.

If internees are transferred in accordance with Article 45, the transferring and receiving Powers shall agree on the portion of the above costs to be borne by each.

The foregoing shall not prejudice such special agreements as may be concluded between Parties to the conflict concerning the exchange and repatriation of their nationals in enemy hands.

## Artikel 133

Die Internierung wird nach Beendigung der Feindseligkeiten so schnell wie möglich aufgehoben.

Jedoch können auf dem Gebiete einer am Konflikt beteiligten Partei befindliche Internierte, gegen die wegen einer strafbaren Handlung, die nicht ausschließlich disziplinarische Maßregelung nach sich zieht, eine Strafverfolgung eingeleitet ist, bis zum Abschluß des Gerichtsverfahrens und gegebenenfalls bis zur völligen Verbüßung der Strafe zurückgehalten werden. Das gleiche gilt für Internierte, die vorher zu einer Freiheitsstrafe verurteilt wurden.

Nach Beendigung der Feindseligkeiten oder der Besetzung eines Gebietes werden durch Vereinbarung zwischen dem Gewahrsamsstaat und den betroffenen Mächten Ausschüsse zur Suche nach verstreuten Internierten eingesetzt.

## Artikel 134

Die Hohen Vertragsparteien werden sich bemühen, bei Abschluß der Feindseligkeiten oder der Besetzung die Rückkehr aller Internierten an ihren letzten Aufenthaltsort zu gewährleisten oder ihre Heimschaffung zu erleichtern.

## Artikel 135

Der Gewahrsamsstaat übernimmt die Kosten für die Rückkehr der freigelassenen Internierten an die Orte, wo sie sich im Augenblick ihrer Internierung aufhielten, oder, falls sie im Verlaufe einer Reise oder auf hoher See festgenommen wurden, für die Beendigung der Reise oder die Rückkehr an den Ausgangsort.

Verweigert der Gewahrsamsstaat die Genehmigung, sich auf seinem Gebiet aufzuhalten, einem freigelassenen Internierten, der vorher dort seinen gewöhnlichen Wohnsitz hatte, so muß dieser Staat die Kosten für seine Heimschaffung übernehmen. Zieht es hingegen der Internierte vor, auf eigene Verantwortung oder um der Regierung, welcher er Gehorsam schuldet, Folge zu leisten, in sein Land zurückzukehren, so ist der Gewahrsamsstaat nicht verpflichtet, die Ausgaben außerhalb seines Gebietes zu übernehmen. Er ist auch nicht verpflichtet, die Kosten für die Heimschaffung eines Internierten, der auf eigenen Wunsch interniert wurde, zu tragen.

Werden Internierte gemäß Artikel 45 einer anderen Macht übergeben, so einigen sich die übergebende und die aufnehmende Macht über den Anteil der Kosten, welche jede von ihnen übernimmt.

Diese Bestimmungen beeinträchtigen nicht irgendwelche Sondervereinbarungen, die etwa zwischen den am Konflikt beteiligten Parteien in bezug auf den Austausch und die Heimschaffung ihrer in feindlicher Hand befindlichen Angehörigen getroffen werden.

Section V  
Bureaux et Agence centrale  
de renseignements

## Article 136

Dès le début d'un conflit, et dans tous les cas d'occupation, chacune des Parties au conflit constituera un Bureau officiel de renseignements chargé de recevoir et de transmettre des informations sur les personnes protégées qui se trouvent en son pouvoir.

Dans le plus bref délai possible, chacune des Parties au conflit transmettra audit Bureau des informations sur les mesures prises par elle contre toute personne protégée appréhendée depuis plus de deux semaines, mise en résidence forcée ou internée. En outre, elle chargera ses divers services intéressés de fournir rapidement au Bureau précité les indications concernant les changements survenus dans l'état de ces personnes protégées, tels que les transferts, libérations, rapatriements, évasions, hospitalisations, naissances et décès.

## Article 137

Le Bureau national de renseignements fera parvenir d'urgence, par les moyens les plus rapides, et par l'entremise, d'une part, des Puissances protectrices et, d'autre part, de l'Agence centrale prévue à l'article 140, les informations concernant les personnes protégées à la Puissance dont les personnes visées ci-dessus sont ressortissantes ou à la Puissance sur le territoire de laquelle elles avaient leur résidence. Les Bureaux répondront également à toutes les demandes qui leur sont adressées au sujet des personnes protégées.

Les Bureaux de renseignements transmettront les informations relatives à une personne protégée, sauf dans les cas où leur transmission pourrait porter préjudice à la personne intéressée ou à sa famille. Même dans ces cas, les informations ne pourront être refusées à l'Agence centrale qui, ayant été avertie des circonstances, prendra les précautions nécessaires indiquées à l'article 140.

Toutes les communications écrites faites par un Bureau seront authentifiées par une signature ou par un sceau.

## Article 138

Les informations reçues par le Bureau national de renseignements et retransmises par lui seront de nature à permettre d'identifier exactement la personne protégée et d'aviser rapidement sa famille. Elles comporteront pour chaque personne au moins le nom de famille, les prénoms, le lieu et la date complète de naissance, la nationalité, la dernière résidence, les signes particuliers, le prénom du père et le nom de la mère, la date et la nature de la mesure prise à l'égard de la personne, ainsi que le lieu où elle a été prise, l'adresse à laquelle la

Section V  
Information Bureaux  
and Central Agency

## Article 136

Upon the outbreak of a conflict and in all cases of occupation, each of the Parties to the conflict shall establish an official Information Bureau responsible for receiving and transmitting information in respect of the protected persons who are in its power.

Each of the Parties to the conflict shall, within the shortest possible period, give its Bureau information of any measure taken by it concerning any protected persons who are kept in custody for more than two weeks, who are subjected to assigned residence or who are interned. It shall, furthermore, require its various departments concerned with such matters to provide the aforesaid Bureau promptly with information concerning all changes pertaining to these protected persons, as, for example, transfers, releases, repatriations, escapes, admittances to hospitals, births and deaths.

## Article 137

Each national Bureau shall immediately forward information concerning protected persons by the most rapid means to the Powers of whom the aforesaid persons are nationals, or to Powers in whose territory they resided, through the intermediary of the Protecting Powers and likewise through the Central Agency provided for in Article 140. The Bureaux shall also reply to all enquiries which may be received regarding protected persons.

Information Bureaux shall transmit information concerning a protected person unless its transmission might be detrimental to the person concerned or to his or her relatives. Even in such a case, the information may not be withheld from the Central Agency which, upon being notified of the circumstances, will take the necessary precautions indicated in Article 140.

All communications in writing made by any Bureau shall be authenticated by a signature or a seal.

## Article 138

The information received by the national Bureau and transmitted by it shall be of such a character as to make it possible to identify the protected person exactly and to advise his next of kin quickly. The information in respect of each person shall include at least his surname, first names, place and date of birth, nationality, last residence and distinguishing characteristics, the first name of the father and the maiden name of the mother, the date, place and nature of the action taken with regard to the individual, the address at which correspondence

Abschnitt V  
Auskunftsbüros  
und Zentralauskunftsstelle

## Artikel 136

Bei Ausbruch eines Konflikts und in allen Fällen einer Besetzung richtet jede der am Konflikt beteiligten Parteien ein amtliches Auskunftsbüro ein, das beauftragt ist, Auskunft über die in ihrem Herrschaftsbereich befindlichen geschützten Personen zu empfangen und weiterzugeben.

Jede der am Konflikt beteiligten Parteien läßt ihrem Büro in kürzestmöglicher Frist Mitteilungen über die Maßnahmen zugehen, die sie gegen irgendeine seit über zwei Wochen festgenommene, einem Zwangsaufenthalt unterworfenen oder internierte geschützte Person ergriffen hat. Außerdem beauftragt sie ihre verschiedenen zuständigen Dienststellen, dem genannten Büro umgehend Angaben über etwaige Änderungen in den Verhältnissen dieser geschützten Personen zu machen, wie Verlegungen, Freilassungen, Heimtschaffungen, Entweichungen, Hospitalisierungen, Geburten und Todesfälle.

## Artikel 137

Das nationale Auskunftsbüro läßt unverzüglich und durch Vermittlung der Schutzmächte einerseits und der in Artikel 140 vorgesehenen Zentralstelle andererseits der Macht, deren Angehörige die erwähnten Personen sind, oder der Macht, auf deren Gebiet sie sich aufhielten, Auskünfte über die geschützte Person zugehen. Die Büros beantworten ihrerseits alle Anfragen, die ihnen in bezug auf geschützte Personen zugehen.

Die Auskunftsbüros leiten die eine geschützte Person betreffenden Auskünfte weiter, außer wenn diese Weiterleitung der betreffenden Person oder ihrer Familie nachteilig sein könnte. Der Zentralstelle dürfen selbst in einem solchen Falle Auskünfte nicht verweigert werden; sie wird, von den Umständen verständigt, die in Artikel 140 bezeichneten notwendigen Vorichtsmaßregeln treffen.

Alle von einem Büro gemachten schriftlichen Mitteilungen werden durch Unterschrift oder Siegel beglaubigt.

## Artikel 138

Die von dem nationalen Auskunftsbüro eingeholten und weitergegebenen Auskünfte müssen so beschaffen sein, daß sie die genaue Feststellung der geschützten Person und eine umgehende Benachrichtigung ihrer Familie gestatten. Für jede Person enthalten sie mindestens den Familiennamen, die Vornamen, Geburtsort und vollständiges Geburtsdatum, Nationalität, letzten Aufenthaltsort, besondere Kennzeichen, den Vornamen des Vaters, den Namen der Mutter, Zeitpunkt und Art der in bezug auf die geschützte Person getroffenen Maßnah-

correspondance peut lui être adressée, ainsi que le nom et l'adresse de la personne qui doit être informée.

De même, des renseignements sur l'état de santé des internés malades ou blessés gravement atteints, seront transmis régulièrement et si possible chaque semaine.

#### Article 139

Le Bureau national de renseignements sera, en outre, chargé de recueillir tous objets personnels de valeur laissés par les personnes protégées visées à l'article 136, lors notamment de leur rapatriement, libération, évasion ou décès, et de les transmettre aux intéressés directement, ou, si nécessaire, par l'entremise de l'Agence centrale. Ces objets seront envoyés dans des paquets scellés par le Bureau; seront joints à ces paquets des déclarations établissant avec précision l'identité des personnes auxquelles ces objets appartiennent ainsi qu'un inventaire complet du paquet. La réception et l'envoi de tous les objets de valeur de ce genre seront consignés d'une manière détaillée dans des registres.

#### Article 140

Une Agence centrale de renseignements au sujet des personnes protégées, notamment au sujet des internés, sera créée en pays neutre. Le Comité international de la Croix-Rouge proposera aux Puissances intéressées, s'il le juge nécessaire, l'organisation de cette Agence qui pourra être la même que celle prévue par l'article 123 de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre du 12 août 1949.

Cette Agence sera chargée de concentrer tous les renseignements du caractère prévu à l'article 136 qu'elle pourra obtenir par les voies officielles ou privées; elle les transmettra le plus rapidement possible au pays d'origine ou de résidence des personnes intéressées, sauf dans les cas où cette transmission pourrait nuire aux personnes que ces renseignements concernent, ou à leur famille. Elle recevra de la part des Parties au conflit toutes les facilités raisonnables pour effectuer ces transmissions.

Les Hautes Parties contractantes, et en particulier celles dont les ressortissants bénéficient des services de l'Agence centrale, sont invitées à fournir à celle-ci l'appui financier dont elle aurait besoin.

Les dispositions qui précèdent ne devront pas être interprétées comme restreignant l'activité humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge et des Sociétés de secours mentionnées à l'article 142.

may be sent to him and the name and address of the person to be informed.

Likewise, information regarding the state of health of internees who are seriously ill or seriously wounded shall be supplied regularly and if possible every week.

#### Article 139

Each national Information Bureau shall, furthermore, be responsible for collecting all personal valuables left by protected persons mentioned in Article 136, in particular those who have been repatriated or released, or who have escaped or died; it shall forward the said valuables to those concerned, either direct, or, if necessary, through the Central Agency. Such articles shall be sent by the Bureau in sealed packets which shall be accompanied by statements giving clear and full identity particulars of the person to whom the articles belonged, and by a complete list of the contents of the parcel. Detailed records shall be maintained of the receipt and despatch of all such valuables.

#### Article 140

A Central Information Agency for protected persons, in particular for internees, shall be created in a neutral country. The International Committee of the Red Cross shall, if it deems necessary, propose to the Powers concerned the organisation of such an Agency, which may be the same as that provided for in Article 123 of the Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War of August 12, 1949.

The function of the Agency shall be to collect all information of the type set forth in Article 136 which it may obtain through official or private channels and to transmit it as rapidly as possible to the countries of origin or of residence of the persons concerned, except in cases where such transmissions might be detrimental to the persons whom the said information concerns, or to their relatives. It shall receive from the Parties to the conflict all reasonable facilities for effecting such transmissions.

The High Contracting Parties, and in particular those whose nationals benefit by the services of the Central Agency, are requested to give the said Agency the financial aid it may require.

The foregoing provisions shall in no way be interpreted as restricting the humanitarian activities of the International Committee of the Red Cross and of the relief societies described in Article 142.

men sowie den Ort, wo diese getroffen wurden, die Anschrift, unter welcher Briefschaften an sie gerichtet werden können, sowie den Namen und die Anschrift der Person, welche zu benachrichtigen ist.

Gleicherweise werden regelmäßig, und zwar wenn möglich wöchentlich, Auskünfte über den Gesundheitszustand schwerkranker oder schwerverletzter Internierter weitergeleitet.

#### Artikel 139

Das internationale Auskunftsbüro wird ferner beauftragt, alle von den in Artikel 136 erwähnten geschützten Personen, namentlich anlässlich ihrer Heimschaffung, Freilassung, Entweichung oder ihres Todes, zurückgelassenen persönlichen Wertgegenstände zu sammeln und sie den in Frage kommenden Personen unmittelbar oder, wenn nötig, durch Vermittlung der Zentralstelle zu übermitteln. Diese Gegenstände werden vom Büro in versiegelten Paketen versandt; es wird ihnen eine Erklärung, welche die Identität der Person, der die Gegenstände gehören, genau feststellt, sowie ein vollständiges Verzeichnis des Paketinhalts beigelegt. Empfang und Versand aller Wertgegenstände dieser Art werden im einzelnen in ein Register eingetragen.

#### Artikel 140

Eine Zentralauskunftsstelle für geschützte Personen, insbesondere Internierte, wird in einem neutralen Land geschaffen. Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz wird den in Frage kommenden Mächten, sofern es ihm notwendig erscheint, die Organisation dieser Zentralstelle vorschlagen; sie kann mit der in Artikel 123 des Genfer Abkommens vom 12. August 1949 über die Behandlung der Kriegsgefangenen vorgesehenen Zentralstelle identisch sein.

Diese Zentralstelle wird beauftragt, alle Auskünfte der in Artikel 136 vorgesehenen Art, die sie auf amtlichem oder privatem Wege beschaffen kann, zu sammeln; sie leitet sie so schnell wie möglich an das Herkunfts- oder Niederlassungsland der betreffenden Person weiter, ausgenommen in Fällen, in denen diese Weiterleitung den von diesen Auskünften betroffenen Personen oder ihrer Familie nachteilig sein könnte. Seitens der am Konflikt beteiligten Parteien erhält diese Zentralstelle alle angemessenen Erleichterungen zur Durchführung dieser Weiterleitungen.

Die Hohen Vertragsparteien und insbesondere diejenigen, deren Angehörigen die Dienste der Zentralstelle zugute kommen, werden aufgefordert, ihr die finanzielle Hilfe angedeihen zu lassen, deren sie bedarf.

Die vorstehenden Bestimmungen dürfen nicht als eine Beschränkung der humanitären Tätigkeit des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz und der in Artikel 142 erwähnten Hilfsgesellschaften ausgelegt werden.

Article 141

Les Bureaux nationaux de renseignements et l'Agence centrale de renseignements jouiront de la franchise de port en toute matière postale, ainsi que des exemptions prévues à l'article 110, et, dans toute la mesure du possible, de la franchise télégraphique ou au moins d'importantes réductions de taxes.

Article 141

The national Information Bureaux and the Central Information Agency shall enjoy free postage for all mail, likewise the exemptions provided for in Article 110, and further, so far as possible, exemption from telegraphic charges or, at least, greatly reduced rates.

Artikel 141

Die nationalen Auskunftsbüros und die Zentralauskunftsstelle genießen für alle Postsendungen Gebührenfreiheit; auch werden ihnen die in Artikel 110 vorgesehenen Befreiungen sowie im Rahmen des Möglichen Gebührenfreiheit oder zumindest bedeutende Gebührenermäßigungen für telegraphische Mitteilungen gewährt.

Titre IV

Exécution de la Convention

Section I

Dispositions générales

Article 142

Sous réserve des mesures qu'elles estimeraient indispensables pour garantir leur sécurité ou faire face à toute autre nécessité raisonnable, les Puissances détentrices réserveront le meilleur accueil aux organisations religieuses, sociétés de secours, ou tout autre organisme qui viendrait en aide aux personnes protégées. Elles leur accorderont toutes facilités nécessaires ainsi qu'à leurs délégués dûment accrédités, pour visiter les personnes protégées, pour leur distribuer des secours, du matériel de toute provenance destiné à des fins éducatives, récréatives ou religieuses, ou pour les aider à organiser leurs loisirs à l'intérieur des lieux d'internement. Les sociétés ou organismes précités pourront être constitués soit sur le territoire de la Puissance détentriche, soit dans un autre pays, ou bien pourront avoir un caractère international.

La Puissance détentriche pourra limiter le nombre des sociétés et organismes dont les délégués seront autorisés à exercer leur activité sur son territoire et sous son contrôle, à condition toutefois qu'une telle limitation n'empêche pas d'apporter une aide efficace et suffisante à toutes les personnes protégées.

La situation particulière du Comité international de la Croix-Rouge dans ce domaine sera en tout temps reconnue et respectée.

Article 143

Les représentants ou les délégués des Puissances protectrices seront autorisés à se rendre dans tous les lieux où se trouvent des personnes protégées, notamment dans les lieux d'internement, de détention et de travail.

Ils auront accès à tous les locaux utilisés par les personnes protégées et pourront s'entretenir avec elles sans témoin, par l'entremise d'un interprète, si cela est nécessaire.

Ces visites ne sauraient être interdites qu'en raison d'impérieuses nécessités militaires et seulement à titre exceptionnel et temporaire. La fréquence et la durée ne pourront en être limitées.

Part IV

Execution of the Convention

Section I

General Provisions

Article 142

Subject to the measures which the Detaining Powers may consider essential to ensure their security or to meet any other reasonable need, the representatives of religious organisations, relief societies, or any other organisations assisting the protected persons, shall receive from these Powers, for themselves or their duly accredited agents, all facilities for visiting the protected persons, for distributing relief supplies and material from any source, intended for educational, recreational or religious purposes, or for assisting them in organising their leisure time within the places of internment. Such societies or organisations may be constituted in the territory of the Detaining Power, or in any other country, or they may have an international character.

The Detaining Power may limit the number of societies and organisations whose delegates are allowed to carry out their activities in its territory and under its supervision, on condition, however, that such limitation shall not hinder the supply of effective and adequate relief to all protected persons.

The special position of the International Committee of the Red Cross in this field shall be recognised and respected at all times.

Article 143

Representatives or delegates of the Protecting Powers shall have permission to go to all places where protected persons are, particularly to places of internment, detention and work.

They shall have access to all premises occupied by protected persons and shall be able to interview the latter without witnesses, personally or through an interpreter.

Such visits may not be prohibited except for reasons of imperative military necessity, and then only as an exceptional and temporary measure. Their duration and frequency shall not be restricted.

Teil IV

Durchführung des Abkommens

Abschnitt I

Allgemeine Bestimmungen

Artikel 142

Unter Vorbehalt der Maßnahmen, die die Gewahrsamsstaaten für unerlässlich erachten, um ihre Sicherheit zu gewährleisten oder jedem anderen vernünftigen Erfordernis zu entsprechen, lassen sie religiösen Organisationen, Hilfsgesellschaften oder jeder anderen den geschützten Personen Hilfe bringenden Organisation gute Aufnahme zuteil werden. Sie gewähren ihnen, sowie ihren gebührend beglaubigten Delegierten, alle notwendigen Erleichterungen, damit diese die geschützten Personen besuchen, Hilfssendungen und für Erziehungs-, Erholungs- oder Religionszwecke bestimmte Gegenstände gleich welcher Herkunft an sie verteilen und ihnen bei der Gestaltung ihrer Freizeit innerhalb der Internierungsorte helfen können. Die genannten Gesellschaften oder Organisationen können auf dem Gebiet des Gewahrsamsstaates oder in einem andern Land gegründet werden oder aber internationalen Charakter haben.

Der Gewahrsamsstaat kann die Anzahl der Gesellschaften und Organisationen begrenzen, deren Delegierte ermächtigt sind, ihre Tätigkeit auf seinem Gebiet und unter seiner Aufsicht auszuüben, vorausgesetzt, daß eine solche Begrenzung die wirksame und ausreichende Hilfeleistung an alle geschützten Personen nicht hindert.

Die besondere Stellung des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz auf diesem Gebiete ist jederzeit anzuerkennen und zu beachten.

Artikel 143

Die Vertreter oder Delegierten der Schutzmächte sind ermächtigt, sich an alle Orte zu begeben, wo sich geschützte Personen aufhalten, namentlich an alle Internierungs-, Gefangenhaltung- und Arbeitsorte.

Sie haben zu allen von geschützten Personen benutzten Räumlichkeiten Zutritt und können sich mit ihnen ohne Zeugen, wenn nötig durch Vermittlung eines Dolmetschers, unterhalten.

Solche Besuche dürfen nur aus zwingenden militärischen Gründen und nur ausnahmsweise und vorübergehend untersagt werden. Häufigkeit und Dauer dürfen nicht begrenzt werden.



Toute liberté sera laissée aux représentants et aux délégués des Puissances protectrices quant au choix des endroits qu'ils désirent visiter. La Puissance détentrice ou occupante, la Puissance protectrice et, le cas échéant, la Puissance d'origine des personnes à visiter pourront s'entendre pour que des compatriotes des internés soient admis à participer aux visites.

Les délégués du Comité international de la Croix-Rouge bénéficieront des mêmes prérogatives. La désignation de ces délégués sera soumise à l'agrément de la Puissance sous l'autorité de laquelle sont placés les territoires où ils doivent exercer leur activité.

#### Article 144

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à diffuser le plus largement possible, en temps de paix et en temps de guerre, le texte de la présente Convention dans leurs pays respectifs, et notamment à en incorporer l'étude dans les programmes d'instruction militaire et, si possible, civile, de telle manière que les principes en soient connus de l'ensemble de la population.

Les autorités civiles, militaires, de police ou autres qui, en temps de guerre, assumeront des responsabilités à l'égard des personnes protégées, devront posséder le texte de la Convention et être instruites spécialement de ses dispositions.

#### Article 145

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront par l'entremise du Conseil fédéral suisse et, pendant les hostilités, par l'entremise des Puissances protectrices, les traductions officielles de la présente Convention, ainsi que les lois et règlements qu'elles pourront être amenées à adopter pour en assurer l'application.

#### Article 146

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toute mesure législative nécessaire pour fixer les sanctions pénales adéquates à appliquer aux personnes ayant commis, ou donné l'ordre de commettre, l'une ou l'autre des infractions graves à la présente Convention définies à l'article suivant.

Chaque Partie contractante aura l'obligation de rechercher les personnes prévenues d'avoir commis, ou d'avoir ordonné de commettre, l'une ou l'autre de ces infractions graves, et elle devra les déferer à ses propres tribunaux, quelle que soit leur nationalité. Elle pourra aussi, si elle le préfère, et selon les conditions prévues par sa propre législation, les remettre pour jugement à une autre Partie contractante intéressée à la poursuite, pour autant que cette Partie contractante ait retenu contre lesdites personnes des charges suffisantes.

Such representatives and delegates shall have full liberty to select the places they wish to visit. The Detaining or Occupying Power, the Protecting Power and when occasion arises the Power of origin of the persons to be visited, may agree that compatriots of the internees shall be permitted to participate in the visits

The delegates of the International Committee of the Red Cross shall also enjoy the above prerogatives. The appointment of such delegates shall be submitted to the approval of the Power governing the territories where they will carry out their duties.

#### Article 144

The High Contracting Parties undertake, in time of peace as in time of war, to disseminate the text of the present Convention as widely as possible in their respective countries, and, in particular, to include the study thereof in their programmes of military and, if possible, civil instruction, so that the principles thereof may become known to the entire population.

Any civilian, military, police or other authorities, who in time of war assume responsibilities in respect of protected persons, must possess the text of the Convention and be specially instructed as to its provisions.

#### Article 145

The High Contracting Parties shall communicate to one another through the Swiss Federal Council and during hostilities, through the Protecting Powers, the official translations of the present Convention, as well as the laws and regulations which they may adopt to ensure the application thereof.

#### Article 146

The High Contracting Parties undertake to enact any legislation necessary to provide effective penal sanctions for persons committing, or ordering to be committed, any of the grave breaches of the present Convention defined in the following Article.

Each High Contracting Party shall be under the obligation to search for persons alleged to have committed, or to have ordered to be committed, such grave breaches, and shall bring such persons, regardless of their nationality, before its own courts. It may also, if it prefers, and in accordance with the provisions of its own legislation, hand such persons over for trial to another High Contracting Party concerned, provided such High Contracting Party has made out a *prima facie* case.

Den Vertretern oder Delegierten der Schutzmächte wird in der Wahl der Orte, die sie zu besuchen wünschen, jede Freiheit gelassen. Der Gewahrsams- oder Besatzungsstaat, die Schutzmacht und gegebenenfalls der Herkunftsstaat der zu besuchenden Personen können übereinkommen, Mitbürger von Internierten zur Teilnahme an diesen Besuchen zuzulassen.

Die Delegierten des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz genießen die gleichen Vorrechte. Die Ernennung dieser Delegierten bedarf der Genehmigung der Macht, in deren Herrschaftsbereich die Gebiete liegen, wo sie ihre Tätigkeit auszuüben haben.

#### Artikel 144

Die Hohen Vertragsparteien verpflichten sich, in Friedens- und Kriegzeiten den Wortlaut des vorliegenden Abkommens in ihren Ländern im weitestmöglichen Ausmaß zu verbreiten und insbesondere sein Studium in die militärischen und, wenn möglich, zivilen Ausbildungsprogramme aufzunehmen, so daß die Gesamtheit der Bevölkerung seine Grundsätze kennenlernen kann.

Die zivilen, militärischen, polizeilichen oder anderen Behörden, die in Kriegzeiten Verantwortlichkeiten in bezug auf geschützte Personen zu übernehmen haben, müssen den Wortlaut des Abkommens besitzen und über dessen Bestimmungen besonders unterrichtet werden.

#### Artikel 145

Die Hohen Vertragsparteien stellen sich gegenseitig durch Vermittlung des Schweizerischen Bundesrates und während der Feindseligkeiten durch Vermittlung der Schutzmächte die amtlichen Übersetzungen des vorliegenden Abkommens sowie die Gesetze und Verordnungen zu, die sie gegebenenfalls zur Gewährleistung seiner Anwendung erlassen.

#### Artikel 146

Die Hohen Vertragsparteien verpflichten sich, alle notwendigen gesetzgeberischen Maßnahmen zur Festsetzung von angemessenen Strafbestimmungen für solche Personen zu treffen, die irgendeine der im folgenden Artikel umschriebenen schweren Verletzungen des vorliegenden Abkommens begehen oder zu einer solchen Verletzung den Befehl erteilen.

Jede Vertragspartei ist zur Ermittlung der Personen verpflichtet, die der Begehung oder der Erteilung eines Befehles zur Begehung einer dieser schweren Verletzungen beschuldigt sind; sie stellt sie ungeachtet ihrer Nationalität vor ihre eigenen Gerichte. Wenn sie es vorzieht, kann sie sie auch gemäß den in ihrem eigenen Recht vorgesehenen Bedingungen einer anderen an der gerichtlichen Verfolgung interessierten Vertragspartei zur Aburteilung übergeben, sofern diese gegen die erwähnten Personen ein ausreichendes Belastungsmaterial vorbringt.

Chaque Partie contractante prendra les mesures nécessaires pour faire cesser les actes contraires aux dispositions de la présente Convention, autres que les infractions graves définies à l'article suivant.

En toutes circonstances, les inculpés bénéficieront de garanties de procédure et de libre défense qui ne seront pas inférieures à celles prévues par les articles 105 et suivants de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre du 12 août 1949.

Article 147

Les infractions graves visées à l'article précédent sont celles qui comportent l'un ou l'autre des actes suivants, s'ils sont commis contre des personnes ou des biens protégés par la Convention: l'homicide intentionnel, la torture ou les traitements inhumains, y compris les expériences biologiques, le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé, la déportation ou le transfert illégaux, la détention illégale, le fait de contraindre une personne protégée à servir dans les forces armées de la puissance ennemie, ou celui de la priver de son droit d'être jugée régulièrement et impartialement selon les prescriptions de la présente Convention, la prise d'otages, la destruction et l'appropriation de biens non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire.

Article 148

Aucune Haute Partie contractante ne pourra s'exonérer elle-même, ni exonérer une autre Partie contractante, des responsabilités encourues par elle-même ou par une autre Partie contractante en raison des infractions prévues à l'article précédent.

Article 149

A la demande d'une Partie au conflit, une enquête devra être ouverte, selon le mode à fixer entre les Parties intéressées, au sujet de toute violation alléguée de la Convention.

Si un accord sur la procédure d'enquête n'est pas réalisé, les Parties s'entendront pour choisir un arbitre, qui décidera de la procédure à suivre.

Une fois la violation constatée, les Parties au conflit y mettront fin et la réprimeront le plus rapidement possible.

Each High Contracting Party shall take measures necessary for the suppression of all acts contrary to the provisions of the present Convention other than the grave breaches defined in the following Article.

In all circumstances, the accused persons shall benefit by safeguards of proper trial and defence, which shall not be less favourable than those provided by Article 105 and those following of the Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War of August 12, 1949.

Article 147

Grave breaches to which the preceding Article relates shall be those involving any of the following acts, if committed against persons or property protected by the present Convention: wilful killing, torture or inhuman treatment, including biological experiments, wilfully causing great suffering or serious injury to body or health, unlawful deportation or transfer or unlawful confinement of a protected person, compelling a protected person to serve in the forces of a hostile Power, or wilfully depriving a protected person of the rights of fair and regular trial prescribed in the present Convention, taking of hostages and extensive destruction and appropriation of property, not justified by military necessity and carried out unlawfully and wantonly

Article 148

No High Contracting Party shall be allowed to absolve itself or any other High Contracting Party of any liability incurred by itself or by another High Contracting Party in respect of breaches referred to in the preceding Article.

Article 149

At the request of a Party to the conflict, an enquiry shall be instituted, in a manner to be decided between the interested Parties, concerning any alleged violation of the Convention.

If agreement has not been reached concerning the procedure for the enquiry, the Parties should agree on the choice of an umpire who will decide upon the procedure to be followed.

Once the violation has been established, the Parties to the conflict shall put an end to it and shall repress it with the least possible delay.

Jede Vertragspartei ergreift die notwendigen Maßnahmen, um auch diejenigen Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen des vorliegenden Abkommens zu unterbinden, die nicht zu den im folgenden Artikel umschriebenen schweren Verletzungen zählen.

Unter allen Umständen genießen die Angeklagten nicht geringere Sicherheiten in bezug auf Gerichtsverfahren und freie Verteidigung, als in Artikel 105 und den folgenden Artikeln des Genfer Abkommens vom 12. August 1949 über die Behandlung der Kriegsgefangenen vorgesehen sind.

Artikel 147

Als schwere Verletzung im Sinne des vorstehenden Artikels gilt jede der folgenden Handlungen, sofern sie gegen durch das Abkommen geschützte Personen oder Güter begangen wird: vorsätzliche Tötung, Folterung oder unmenschliche Behandlung einschließlich biologischer Versuche, vorsätzliche Verursachung großer Leiden oder schwere Beeinträchtigung der körperlichen Unversehrtheit oder der Gesundheit, rechtswidrige Verschleppung oder rechtswidrige Verschickung, rechtswidrige Gefangenhaltung, Nötigung einer geschützten Person zur Dienstleistung in den Streitkräften der feindlichen Macht oder Entzug ihres Anrechts auf ein ordentliches und unparteiisches, den Vorschriften des vorliegenden Abkommens entsprechendes Gerichtsverfahren, das Festnehmen von Geiseln, sowie Zerstörung und Aneignung von Eigentum, die durch militärische Erfordernisse nicht gerechtfertigt sind und in großem Ausmaß rechtswidrig und willkürlich vorgenommen werden.

Artikel 148

Eine Hohe Vertragspartei kann weder sich selbst noch eine andere Vertragspartei von den Verantwortlichkeiten befreien, die ihr selbst oder einer anderen Vertragspartei auf Grund von Verletzungen im Sinne des vorstehenden Artikels zufallen.

Artikel 149

Auf Begehren einer am Konflikt beteiligten Partei wird gemäß einem zwischen den beteiligten Parteien festzusetzenden Verfahren über jede behauptete Verletzung des Abkommens eine Untersuchung eingeleitet.

Kann über das Untersuchungsverfahren keine Übereinstimmung erzielt werden, so kommen die Parteien überein, einen Schiedsrichter zu wählen, der über das zu befolgende Verfahren entscheidet.

Sobald die Verletzung festgestellt ist, setzen ihr die am Konflikt beteiligten Parteien ein Ende und ahnden sie so schnell wie möglich.

Section II  
Dispositions finales

## Article 150

La présente Convention est établie en français et en anglais. Les deux textes sont également authentiques.

Le Conseil fédéral suisse fera établir des traductions officielles de la Convention en langue russe et en langue espagnole.

## Article 151

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra, jusqu'au 12 février 1950, être signée au nom des Puissances représentées à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 21 avril 1949.

## Article 152

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible et les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque instrument de ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par le Conseil fédéral suisse à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

## Article 153

La présente Convention entrera en vigueur six mois après que deux instruments de ratification au moins auront été déposés.

Ultérieurement, elle entrera en vigueur pour chaque Haute Partie contractante six mois après le dépôt de son instrument de ratification.

## Article 154

Dans les rapports entre Puissances liées par la Convention de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, qu'il s'agisse de celle du 29 juillet 1899 ou de celle du 18 octobre 1907, et qui participent à la présente Convention, celle-ci complètera les sections II et III du Règlement annexé aux susdites Conventions de La Haye.

## Article 155

Dès la date de son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de toute Puissance au nom de laquelle cette Convention n'aura pas été signée.

## Article 156

Les adhésions seront notifiées par écrit au Conseil fédéral suisse et produiront leurs effets six mois après la date à laquelle elles lui seront parvenues.

Section II  
Final Provisions

## Article 150

The present Convention is established in English and in French. Both texts are equally authentic.

The Swiss Federal Council shall arrange for official translations of the Convention to be made in the Russian and Spanish languages.

## Article 151

The present Convention which bears the date of this day, is open to signature until February 12, 1950, in the name of the Powers represented at the Conference which opened at Geneva on April 21, 1949.

## Article 152

The present Convention shall be ratified as soon as possible and the ratifications shall be deposited at Berne.

A record shall be drawn up of the deposit of each instrument of ratification and certified copies of this record shall be transmitted by the Swiss Federal Council to all the Powers in whose name the Convention has been signed, or whose accession has been notified.

## Article 153

The present Convention shall come into force six months after not less than two instruments of ratification have been deposited.

Thereafter, it shall come into force for each High Contracting Party six months after the deposit of the instrument of ratification.

## Article 154

In the relations between the Powers who are bound by The Hague Conventions respecting the Laws and Customs of War on Land, whether that of July 29, 1899, or that of October 18, 1907, and who are parties to the present Convention, this last Convention shall be supplementary to Sections II and III of the Regulations annexed to the above mentioned Conventions of The Hague.

## Article 155

From the date of its coming into force, it shall be open to any Power in whose name the present Convention has not been signed, to accede to this Convention.

## Article 156

Accessions shall be notified in writing to the Swiss Federal Council, and shall take effect six months after the date on which they are received.

Abschnitt II  
Schlußbestimmungen

## Artikel 150

Das vorliegende Abkommen ist in französischer und englischer Sprache abgefaßt. Beide Texte sind gleicherweise maßgeblich.

Der Schweizerische Bundesrat läßt amtliche Übersetzungen des Abkommens in die russische und die spanische Sprache herstellen.

## Artikel 151

Das vorliegende Abkommen, welches das Datum des heutigen Tages trägt, kann bis zum 12. Februar 1950 im Namen der Mächte unterzeichnet werden, die auf der am 21. April 1949 in Genf eröffneten Konferenz vertreten waren.

## Artikel 152

Das vorliegende Abkommen soll sobald wie möglich ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden werden in Bern hinterlegt.

Über die Hinterlegung jeder Ratifikationsurkunde wird ein Protokoll aufgenommen. Von diesem wird eine beglaubigte Abschrift durch den Schweizerischen Bundesrat allen Mächten übersandt, in deren Namen das Abkommen unterzeichnet oder der Beitritt erklärt worden ist.

## Artikel 153

Das vorliegende Abkommen tritt sechs Monate nach Hinterlegung von mindestens zwei Ratifikationsurkunden in Kraft.

Späterhin tritt es für jede Hohe Vertragspartei sechs Monate nach Hinterlegung ihrer Ratifikationsurkunde in Kraft.

## Artikel 154

In den Beziehungen zwischen Mächten, die durch das Haager Abkommen betreffend die Gesetze und Gebräuche des Landkrieges gebunden sind, sei es das vom 29. Juli 1899 oder das vom 18. Oktober 1907, und die Vertragsparteien des vorliegenden Abkommens werden, ergänzt dieses letztere den Ersten und den Zweiten Abschnitt der dem erwähnten Haager Abkommen anliegenden Kriegsordnung.

## Artikel 155

Vom Zeitpunkt seines Inkrafttretens an steht das vorliegende Abkommen jeder Macht zum Beitritt offen, in deren Namen es nicht unterzeichnet worden ist.

## Artikel 156

Der Beitritt wird dem Schweizerischen Bundesrat schriftlich notifiziert und wird sechs Monate nach dem Zeitpunkt, an dem diesem die Notifikation zugegangen ist, wirksam.

Le Conseil fédéral suisse communiquera les adhésions à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 157

Les situations prévues aux articles 2 et 3 donneront effet immédiat aux ratifications déposées et aux adhésions notifiées par les Parties au conflit avant ou après le début des hostilités ou de l'occupation. La communication des ratifications ou adhésions reçues des Parties au conflit sera faite par le Conseil fédéral suisse par la voie la plus rapide.

Article 158

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention.

La dénonciation sera notifiée par écrit au Conseil fédéral suisse. Celui-ci communiquera la notification aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties contractantes.

La dénonciation produira ses effets un an après sa notification au Conseil fédéral suisse. Toutefois la dénonciation notifiée alors que la Puissance dénonçante est impliquée dans un conflit ne produira aucun effet aussi longtemps que la paix n'aura pas été conclue et, en tout cas, aussi longtemps que les opérations de libération, de rapatriement et d'établissement des personnes protégées par la présente Convention ne seront pas terminées.

La dénonciation vaudra seulement à l'égard de la Puissance dénonçante. Elle n'aura aucun effet sur les obligations que les Parties au conflit demeureront tenues de remplir en vertu des principes du droit des gens tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Article 159

Le Conseil fédéral suisse fera enregistrer la présente Convention au Secrétariat des Nations Unies. Le Conseil fédéral suisse informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications, adhésions et dénonciations qu'il pourra recevoir au sujet de la présente Convention.

EN FOI DE QUOI les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le 12 août 1949, en langues française et anglaise, l'original devant être déposé dans les archives de la Confédération suisse. Le Conseil fédéral suisse transmettra une copie certifiée conforme de la Convention à chacun des Etats signataires, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré à la Convention.

The Swiss Federal Council shall communicate the accessions to all the Powers in whose name the Convention has been signed, or whose accession has been notified.

Article 157

The situations provided for in Articles 2 and 3 shall give immediate effect to ratifications deposited and accessions notified by the Parties to the conflict before or after the beginning of hostilities or occupation. The Swiss Federal Council shall communicate by the quickest method any ratifications or accessions received from Parties to the conflict.

Article 158

Each of the High Contracting Parties shall be at liberty to denounce the present Convention.

The denunciation shall be notified in writing to the Swiss Federal Council, which shall transmit it to the Governments of all the High Contracting Parties.

The denunciation shall take effect one year after the notification thereof has been made to the Swiss Federal Council. However, a denunciation of which notification has been made at a time when the denouncing Power is involved in a conflict shall not take effect until peace has been concluded, and until after operations connected with the release, repatriation and re-establishment of the persons protected by the present Convention have been terminated.

The denunciation shall have effect only in respect of the denouncing Power. It shall in no way impair the obligations which the Parties to the conflict shall remain bound to fulfil by virtue of the principles of the law of nations, as they result from the usages established among civilised peoples, from the laws of humanity and the dictates of the public conscience.

Article 159

The Swiss Federal Council shall register the present Convention with the Secretariat of the United Nations. The Swiss Federal Council shall also inform the Secretariat of the United Nations of all ratifications, accessions and denunciations received by it with respect to the present Convention.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, having deposited their respective full powers, have signed the present Convention.

DONE at Geneva this twelfth day of August, 1949, in the English and French languages. The original shall be deposited in the archives of the Swiss Confederation. The Swiss Federal Council shall transmit certified copies thereof to each of the signatory and acceding States.

Der Schweizerische Bundesrat bringt die Beitritte allen Mächten zur Kenntnis, in deren Namen das Abkommen unterzeichnet oder der Beitritt notifiziert worden ist.

Artikel 157

Der Eintritt der in Artikel 2 und 3 vorgesehenen Lage verleiht den vor oder nach Beginn der Feindseligkeiten oder der Besetzung hinterlegten Ratifikationsurkunden und notifizierten Beitritten von am Konflikt beteiligten Parteien sofortige Wirkung. Der Schweizerische Bundesrat gibt die eingegangenen Ratifikationen oder Beitrittsklärungen von Parteien, die am Konflikt beteiligt sind, auf dem schnellsten Wege bekannt.

Artikel 158

Jeder Hohen Vertragspartei steht es frei, das vorliegende Abkommen zu kündigen.

Die Kündigung wird dem Schweizerischen Bundesrat schriftlich notifiziert. Dieser bringt sie den Regierungen aller Hohen Vertragsparteien zur Kenntnis.

Die Kündigung wird ein Jahr nach ihrer Notifizierung an den Schweizerischen Bundesrat wirksam. Jedoch bleibt eine Kündigung, die notifiziert wird, während die kündigende Macht in einen Konflikt verwickelt ist, unwirksam, solange nicht Friede geschlossen ist, und auf alle Fälle, solange die mit der Freilassung, Heimschaffung und Wiederansiedlung der durch das vorliegende Abkommen geschützten Personen im Zusammenhang stehenden Handlungen nicht abgeschlossen sind.

Die Kündigung gilt nur in bezug auf die kündigende Macht. Sie hat keinerlei Wirkung auf die Verpflichtungen, welche die am Konflikt beteiligten Parteien gemäß den Grundsätzen des Völkerrechts zu erfüllen gehalten sind, wie sie sich aus den unter zivilisierten Völkern feststehenden Gebräuchen, aus den Gesetzen der Menschlichkeit und aus den Forderungen des öffentlichen Gewissens ergeben.

Artikel 159

Der Schweizerische Bundesrat läßt das vorliegende Abkommen beim Sekretariat der Vereinten Nationen eintragen. Er setzt das Sekretariat der Vereinten Nationen ebenfalls von allen Ratifikationen, Beitritten und Kündigungen in Kenntnis, die er in bezug auf das vorliegende Abkommen erhält.

ZU URKUND DESSEN haben die Unterzeichneten nach Hinterlegung ihrer entsprechenden Vollmachten das vorliegende Abkommen unterschrieben.

GESCHEHEN zu Genf am 12. August 1949 in französischer und englischer Sprache. Das Original wird im Archiv der Schweizerischen Eidgenossenschaft hinterlegt. Der Schweizerische Bundesrat übermittelt jedem Unterzeichnenden und beitretenden Staat eine beglaubigte Ausfertigung des vorliegenden Abkommens.

Pour l'AFGHANISTAN  
M. Osman Amiri

Für AFGHANISTAN  
M. Osman Amiri

Pour la  
RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE  
Avec les réserves aux articles  
11 et 45 ci-jointes<sup>1)</sup>  
J. Malo

Für die  
VOLKSREPUBLIK ALBANIEN  
Mit den Vorbehalten zu Artikel 11  
und 45 laut Anlage<sup>1)</sup>  
J. Malo

Pour l'ARGENTINE  
Avec les réserves ci-jointes<sup>2)</sup>  
Guillermo A. Speroni

Für ARGENTINIEN  
Mit den Vorbehalten laut Anlage<sup>2)</sup>  
Guillermo A. Speroni

Pour l'AUSTRALIE  
Sous réserve de ratification<sup>3)</sup>  
Norman R. Mighell

Für AUSTRALIEN  
Unter Vorbehalt der Ratifikation<sup>3)</sup>  
Norman R. Mighell

Pour l'AUTRICHE  
Dr. Rud. Bluehdorn

Für ÖSTERREICH  
Dr. Rud. Bluehdorn

Pour la BELGIQUE  
Maurice Bourquin

Für BELGIEN  
Maurice Bourquin

Pour la RÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE  
С оговорками по ст. ст. 11, 45<sup>4)</sup>

Für die WEISSRUSSISCHE  
SOZIALISTISCHE SOWJETREPUBLIK  
Mit den  
Vorbehalten zu Artikel 11 und 45<sup>4)</sup>  
Der Wortlaut der Vorbehalte ist  
beigefügt  
Der Leiter der Delegation der WSSR  
I. Kuzeinikow

Текст оговорок прилагается

Глава делегации БССР  
И. КУЦЕННИКОВ

Pour la BOLIVIE  
G. Medeiros

Für BOLIVIEN  
G. Medeiros

Pour le BRÉSIL  
Avec les réserves ci-jointes<sup>5)</sup>  
João Pinto da Silva  
General Floriano de Lima Brayner

Für BRASILIEN  
Mit den Vorbehalten laut Anlage<sup>5)</sup>  
João Pinto da Silva  
General Floriano de Lima Brayner

Pour la  
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE  
Avec les réserves ci-jointes<sup>6)</sup>  
K. B. Svetlov

Für die  
VOLKSREPUBLIK BULGARIEN  
Mit den Vorbehalten laut Anlage<sup>6)</sup>  
K. B. Svetlov

Pour le CANADA  
Avec la réserve ci-jointe<sup>7)</sup>  
Max H. Wershof

Für KANADA  
Mit dem Vorbehalt laut Anlage<sup>7)</sup>  
Max H. Wershof

Pour le CHILI  
F. Cisternas Ortiz

Für CHILE  
F. Cisternas Ortiz

Pour la CHINE  
Wu Nan-Ju

Für CHINA  
Wu Nan-Ju

1) Voir le texte des réserves à la page 987

2) Voir le texte des réserves à la page 988

3) Au moment de la signature, le plénipotentiaire australien a déclaré que son Gouvernement se réservait le droit de faire des réserves au moment de la ratification.

4) Voir le texte des réserves à la page 988

5) Voir le texte des réserves à la page 990

6) Voir le texte des réserves à la page 990

7) Voir le texte de la réserve à la page 991

1) Wortlaut der Vorbehalte siehe Seite 987

2) Wortlaut der Vorbehalte siehe Seite 988

3) Der Vertreter Australiens hat bei der Unterzeichnung erklärt, daß seine Regierung das Recht in Anspruch nimmt, bei der Ratifizierung Vorbehalte zu machen

4) Wortlaut der Vorbehalte siehe Seite 988

5) Wortlaut der Vorbehalte siehe Seite 990

6) Wortlaut der Vorbehalte siehe Seite 990

7) Wortlaut des Vorbehalts siehe Seite 991

Pour la COLOMBIE Rafael Rocha Schloss	Für KOLUMBIEN Rafael Rocha Schloss
Pour CUBA J. de la Luz León	Für KUBA J. de la Luz León
Pour le DANEMARK Georg Cohn Paul Ipsen Bagge	Für DANEMARK Georg Cohn Paul Ipsen Bagge
Pour l'ÉGYPTE A. K. Safwat	Für AGYPTE A. K. Safwat
Pour l'ÉQUATEUR Alex. Gastelú	Für EKUADOR Alex. Gastelú
Pour l'ESPAGNE Luis Calderón	Für SPANIEN Luis Calderón
Pour les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE Avec la réserve ci-jointe <sup>1)</sup> John Carter Vincent	Für die VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA Mit dem Vorbehalt laut Anlage <sup>1)</sup> John Carter Vincent
Pour l'ÉTHIOPIE Gachaou Zelleke	Für ATHIOPIEN Gachaou Zelleke
Pour la FINLANDE Reinhold Svento	Für FINNLAND Reinhold Svento
Pour la FRANCE G. Cahen-Salvador Jacquinot	Für FRANKREICH G. Cahen-Salvador Jacquinot
Pour la GRÈCE M. Pesmazoglou	Für GRIECHENLAND M. Pesmazoglou
Pour le GUATEMALA A. Dupont-Willemin	Für GUATEMALA A. Dupont-Willemin
Pour la RÉPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE Avec les réserves ci-jointes <sup>2)</sup> Anna Kara	Für die UNGARISCHE VOLKSREPUBLIK Mit den Vorbehalten laut Anlage <sup>2)</sup> Anna Kara
Pour l'INDE D. B. Desai	Für INDIEN D. B. Desai
Pour l'IRAN A. H. Meykadeh	Für IRAN A. H. Meykadeh
Pour la RÉPUBLIQUE D'IRLANDE Sean MacBride	Für die REPUBLIK IRLAND Sean MacBride
Pour ISRAËL Avec la réserve ci-jointe <sup>3)</sup> M. Kahany	Für ISRAEL Mit dem Vorbehalt laut Anlage <sup>3)</sup> M. Kahany

1) Voir le texte de la réserve à la page 992

2) Voir le texte des réserves à la page 992

3) Voir le texte de la réserve à la page 994

1) Wortlaut des Vorbehalts siehe Seite 992

2) Wortlaut der Vorbehalte siehe Seite 992

3) Wortlaut des Vorbehalts siehe Seite 994

Pour l'ITALIE Giacinto Auriti Ettore Baistrocchi	Für ITALIEN Giacinto Auriti Ettore Baistrocchi
Pour le LIBAN Mikaoui	Für LIBANON Mikaoui
Pour le LIECHTENSTEIN Comte F. Wilczek	Für LIECHTENSTEIN Graf F. Wilczek
Pour le LUXEMBOURG J. Sturm	Für LUXEMBURG J. Sturm
Pour le MEXIQUE Pedro de Alba W. R. Castro	Für MEXIKO Pedro de Alba W. R. Castro
Pour la PRINCIPAUTÉ DE MONACO M. Lozé	Für das FÜRSTENTUM MONACO M. Lozé
Pour le NICARAGUA Ad referendum Lifschitz	Für NICARAGUA Ad referendum Lifschitz
Pour la NORVÈGE Rolf Andersen	Für NORWEGEN Rolf Andersen
Pour la NOUVELLE-ZÉLANDE Avec les réserves ci-jointes <sup>1)</sup> G. R. Laking	Für NEUSEELAND Mit den Vorbehalten laut Anlage <sup>1)</sup> G. R. Laking
Pour le PAKISTAN S. M. A. Faruki, M. G. A. H. Shaikh	Für PAKISTAN S. M. A. Faruki, M. G. A. H. Shaikh
Pour le PARAGUAY Conrad Fehr	Für PARAGUAY Conrad Fehr
Pour les PAYS-BAS Avec la réserve ci-jointe <sup>2)</sup> J. Bosch de Rosenthal	Für die NIEDERLANDE Mit dem Vorbehalt laut Anlage <sup>2)</sup> J. Bosch de Rosenthal
Pour le PÉROU Gonzalo Pizarro	Für PERU Gonzalo Pizarro
Pour la RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES P. Sebastian <sup>3)</sup>	Für die REPUBLIK DER PHILIPPINEN P. Sebastian <sup>3)</sup>
Pour la POLOGNE Avec les réserves ci-jointes <sup>4)</sup> Julian Przybos	Für POLEN Mit den Vorbehalten laut Anlage <sup>4)</sup> Julian Przybos

1) Voir le texte des réserves à la page 995

2) Voir le texte de la réserve à la page 996

3) « Cette signature est soumise à la ratification du Sénat des Philippines conformément aux dispositions de la Constitution de ce pays. »

4) Voir le texte des réserves à la page 996

1) Wortlaut der Vorbehalte siehe Seite 995

2) Wortlaut des Vorbehalts siehe Seite 996

3) „Diese Unterschrift unterliegt der Ratifizierung durch den Senat der Philippinen entsprechend den Bestimmungen der Verfassung.“

4) Wortlaut der Vorbehalte siehe Seite 996

Pour le PORTUGAL  
Avec les réserves ci-jointes<sup>1)</sup>  
G. Caldeira Coelho

Für PORTUGAL  
Mit den Vorbehalten laut Anlage<sup>1)</sup>  
G. Caldeira Coelho

Pour la  
RÉPUBLIQUE POPULAIRE ROUMAINE  
Avec les réserves ci-jointes<sup>2)</sup>  
I. Dragomir

Für die  
RUMANISCHE VOLKSREPUBLIK  
Mit den Vorbehalten laut Anlage<sup>2)</sup>  
I. Dragomir

Pour le  
ROYAUME-UNI DE GRANDE-  
BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD  
Avec la réserve ci-jointe<sup>3)</sup>  
Robert Craigie  
H. A. Strutt  
W. H. Gardner

Für das  
VEREINIGTE KONIGREICH  
GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND  
Mit dem Vorbehalt laut Anlage<sup>3)</sup>  
Robert Craigie  
H. A. Strutt  
W. H. Gardner

Pour le SAINT-SIÈGE  
Philippe Bernardini

Für den HEILIGEN STUHL  
Philippe Bernardini

Pour EL SALVADOR  
R. A. Bustamante

Für EL SALVADOR  
R. A. Bustamante

Pour la SUÈDE  
Sous réserve de ratification par  
S. M. le Roi de Suède  
avec l'approbation du Riksdag  
Staffan Söderblom

Für SCHWEDEN  
Unter Vorbehalt der Ratifizierung  
durch S. M. den König von Schweden  
mit Zustimmung des Riksdag  
Staffan Söderblom

Pour la SUISSE  
Max Petitpierre  
Plinio Bolla  
Colonel div. du Pasquier  
Ph. Zutter  
H. Meuli

Für die SCHWEIZ  
Max Petitpierre  
Plinio Bolla  
Div. Oberst du Pasquier  
Ph. Zutter  
H. Meuli

Pour la SYRIE  
Omar El Djabri  
A. Gennaoui

Für SYRIEN  
Omar El Djabri  
A. Gennaoui

Pour la TCHÉCOSLOVAQUIE  
Avec les réserves ci-jointes<sup>4)</sup>  
Tauber

Für die TSCHECHOSLOWAKEI  
Mit den Vorbehalten laut Anlage<sup>4)</sup>  
Tauber

Pour la TURQUIE  
Rana Tarhan

Für die TURKEI  
Rana Tarhan

Pour la RÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
SOVIÉTIQUE D'UKRAINE  
С оговорками по статьям 11, 45<sup>5)</sup>

Für die UKRAINISCHE  
SOZIALISTISCHE SOWJETREPUBLIK  
Mit den Vorbehalten zu Artikel 11  
und 45<sup>5)</sup>

Текст оговорок прилагается

Der Wortlaut der Vorbehalte ist  
beigefügt

По уполномочию Правительства СССР

Mit Ermächtigung der Regierung  
der USSR

Профессор О. БОГОМОЛЕТЦ

Prof. O. Bogomoletz

1) Voir le texte des réserves à la page 997  
2) Voir le texte des réserves à la page 998  
3) Voir le texte de la réserve à la page 999  
4) Voir le texte des réserves à la page 999  
5) Voir le texte des réserves à la page 1001

1) Wortlaut der Vorbehalte siehe Seite 997  
2) Wortlaut der Vorbehalte siehe Seite 998  
3) Wortlaut des Vorbehalts siehe Seite 999  
4) Wortlaut der Vorbehalte siehe Seite 999  
5) Wortlaut der Vorbehalte siehe Seite 1001



Pour l'UNION DES RÉPUBLIQUES  
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES  
С оговорками по статьям 11, 45<sup>1)</sup>

Текст оговорок прилагается

Глава делегации СССР  
Н. СЛАВИН

Pour l'URUGUAY  
Conseiller Colonel Hector J. Blanco

Pour le VENEZUELA  
A. Posse de Rivas

Pour la  
RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE  
POPULAIRE DE YOUGOSLAVIE  
Avec les réserves ci-jointes<sup>2)</sup>  
Milan Ristić

1) Voir le texte des réserves à la page 1002  
2) Voir le texte des réserves à la page 1003

Für die UNION DER  
SOZIALISTISCHEN SOWJETREPUBLIKEN  
Mit den Vorbehalten zu Artikel 11  
und 45<sup>1)</sup>

Der Wortlaut der Vorbehalte ist  
beigefügt

Der Leiter der Delegation der UdSSR  
N. Slawin

Für URUGUAY  
Rat Oberst Hector J. Blanco

Für VENEZUELA  
A. Posse de Rivas

Für die FODERATIVE  
VOLKSREPUBLIK JUGOSLAWIEN

Mit den Vorbehalten laut Anlage<sup>2)</sup>  
Milan Ristić

1) Wortlaut der Vorbehalte siehe Seite 1002  
2) Wortlaut der Vorbehalte siehe Seite 1003